

INPRECOR

Numéro 211 du 20 janvier 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

ERYTHREE

**Une lutte de libération nationale
qui dure depuis vingt cinq ans**



ITALIE

La longue marche du PCI

Sommaire du numéro 211 du 20 janvier 1986

3	AFRIQUE DU SUD	Les syndicats et le boycott des commerces blancs dans la région du Natal	Yunus CARRIM, « WORK IN PROGRESS »
6	—	Campagne d'intimidation de l'Inkatha contre l'UDF	Richard DE VILLIERS, « WORK IN PROGRESS »
8	ERYTHREE	Une lutte de libération nationale qui dure depuis 25 ans	Paul WORCESTER
11	—	« Notre lutte a un caractère national et de classe », interview du représentant en France du FPLE	Propos recueillis par Jean-Jacques LAREDO
15	ITALIE	La longue marche du PCI	Livio MAITAN
19	IRLANDE	L'accord entre Londres et Dublin, une tentative pour isoler le mouvement républicain	John MEEHAN
24		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		TUNISIE : Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale. NOUVELLE-CALEDONIE : Un an après l'assassinat d'Eloi Machoro. ETAT F GNOL : On meurt toujours dans les prisons au Pays Basque. BELGIQUE : Le mi de la Justice s'en prend au POS. COLOMBIE : Assassinat d'un militant socialiste r tionnaire. CUBA : Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples d'A que latine. YUGOSLAVIE : Nouvelle victoire pour les accusés de Belgrade.	
28	POLOGNE	« Rendez-nous nos usines ! », un livre de Z. Kowalewski	Cyril SMUGA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue _____

Commune

Code Postal _____ Pays _____

Réabonnement ☐Abonnement ☐

Les syndicats et le boycott des commerces blancs dans la région du Natal

NOUS publions ci-après deux articles concernant des événements politiques intervenus dans la province du Natal et initialement parus dans la revue sud-africaine *Work in Progress* numéro 39 du mois de novembre 1985. Cette revue est l'une des publications indépendantes publiées depuis plusieurs années en Afrique du Sud, qui se consacre à l'analyse des luttes ouvrières et populaires. *Work in Progress* publie entre autres la liste des grèves survenues chaque mois et en résume l'origine et l'issue.

Le premier article que nous reproduisons concerne l'organisation d'un boycott des commerces appartenant à des Blancs dans les villes de Howick et Pietermaritzburg, en relation avec la grande grève de BTR-Sarmcol, entreprise à capitaux britanniques, et dont la direction venait de licencier 950 ouvriers. Cette forme de boycott est devenue, au cours de l'année 1985,

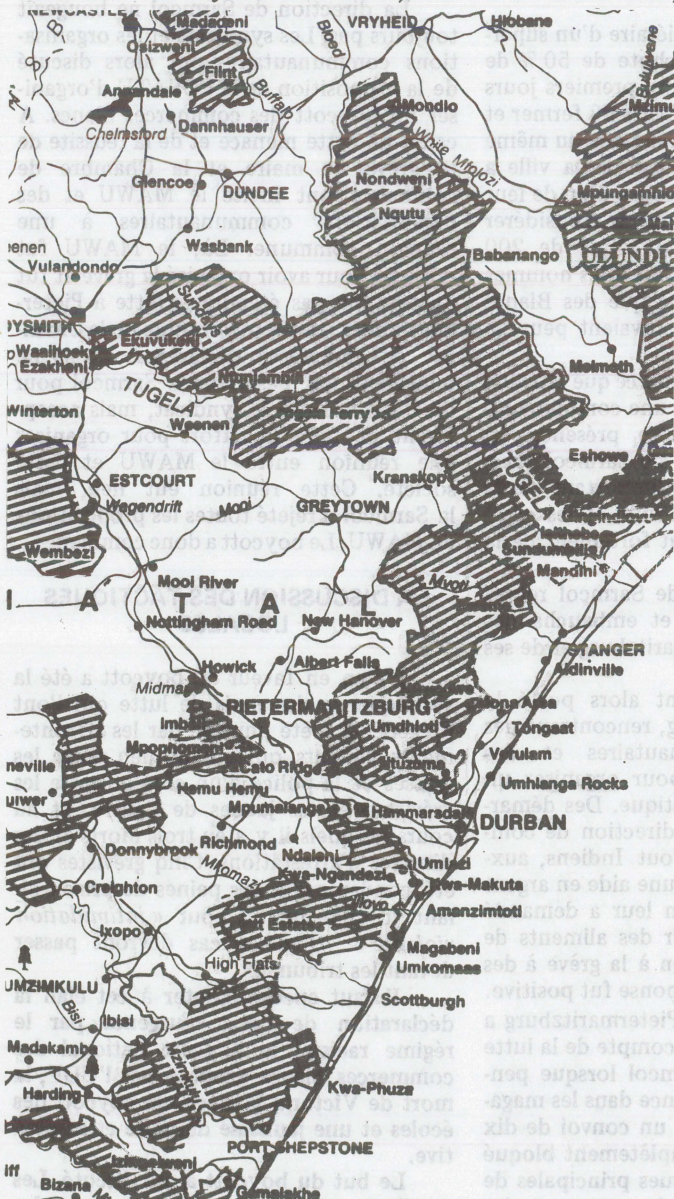
une méthode de lutte importante dans la plupart des régions du pays. Les objectifs de ces mouvements ont généralement porté sur le rejet de la présence militaire dans les townships et de l'état d'urgence instauré par le régime raciste. Le but du boycott était en principe de faire pression sur les commerçants blancs pour qu'à leur tour ils exercent une pression sur le gouvernement. Mais ce type d'action s'est révélé très difficile à organiser efficacement. L'un des problèmes qui ont surgi a été celui du lien, parfois trop faible, entre les associations communautaires initiatrices du boycott et les syndicats indépendants.

Le cas traité dans ce premier article est assez exemplaire dans la mesure où le boycott des commerces blancs a été organisé autour d'une grève ouvrière. Cette action unitaire et large a eu pour centre de gravité la classe ouvrière industrielle. Il s'agit d'un fait encore trop peu fréquent pour qu'il ne soit pas souligné. Sans être la garantie absolue d'une meilleure organisation du mouvement, l'expérience a cependant déjà prouvé que cette présence ouvrière et syndicale en était l'une des conditions.

Le second article que nous reproduisons porte sur la violence du parti Inkatha, exercée notamment contre les militants du Front démocratique uni (UDF). L'Inkatha est le parti de Gatsha Buthelezi, le chef du bantoustan Kwazulu. Il constitue un instrument de contrôle et d'intimidation des populations noires dans la région de Durban. Dirigeants de l'UDF ou dirigeants syndicaux sont sous la menace permanente des gangs de l'Inkatha. Une avocate noire, Victoria Mxenge, qui défendait les membres de l'UDF inculpés par le régime de Pretoria, a été assassinée en août 1985 et de fortes présomptions accusent les hommes de Buthelezi de ce forfait. Ce dernier cultive d'ailleurs l'ambiguïté. A la différence des autres dirigeants des bantoustans, il se déclare avec véhémence opposé à l'apartheid et s'engage aux côtés des libéraux blancs en faveur de solutions réformatrices à la crise actuelle de ce système. Mais il est d'autre part l'une des meilleures cartes du régime contre le Congrès national africain (ANC) et contre le mouvement de masse qu'il combat au nom d'une « identité nationale zoulou » et de l'anti-communisme. L'Inkatha prend au Kwazulu la forme des partis uniques africains. Mais ses forces ne peuvent opérer que sous le contrôle bienveillant du régime raciste. Ce mouvement a donné naissance à une couche d'affairistes capitalistes zoulous qui cherchent à s'intégrer peu à peu à la vie économique du Natal.

L'Inkatha est donc un grave danger pour le mouvement de masse dans cette région. Cette formation dispose d'une base non négligeable parmi une partie de la population zoulou et cette situation impose aux différentes organisations qui luttent contre l'apartheid un effort particulier de structuration et de vigilance face à ce phénomène, comme le souligne d'ailleurs l'article consacré aux affrontements entre l'Inkatha et l'UDF.

Les deux articles que nous publions permettent donc d'illustrer deux aspects particuliers de la lutte anti-apartheid dans le Natal, région qui, comme chacune des autres régions d'Afrique du Sud, connaît une situation et une histoire spécifiques. Ainsi, les lois de l'apartheid ont-elles établi que la zone de Durban, la capitale régionale du Natal, était une zone préférentielle pour l'embauche des Indiens. On y trouve par conséquent un fort prolétariat indien à côté d'une classe ouvrière africaine majoritairement composée de Zoulous et de Xhosas, ces derniers venant des bantoustans du Transkei et du Ciskei. Le Natal est donc une région où la question de l'unité entre les diverses composantes ethniques est la plus difficile et partant la



Le bantoustan du Kwazulu (en gris) est éparpillé dans la région du Natal. (DR)

plus préoccupante. En août 1985 ont d'ailleurs eu lieu des affrontements entre Zoulous et Indiens et, le 25 décembre dernier, éclata une véritable bataille rangée entre ces deux groupes, qui fit de nombreux blessés. Le bantoustan du Kwazulu est constitué de plusieurs poches territoriales tout autour de Durban, favorisant ainsi le contrôle des townships zoulous par l'administration de Buthelezi.

Durban elle-même est une ville où réside une large petite bourgeoisie et un petit patronat indiens. D'autre part, l'essentiel de la grande industrie de la région se concentre dans les

secteurs de la chimie et du textile. C'est en 1973 qu'éclata à Durban un grand mouvement gréviste qui devait inaugurer une nouvelle ère pour le syndicalisme noir et pour les luttes ouvrières.

Douze ans après, c'est encore dans cette ville que s'est tenu, le 30 novembre 1985, le congrès de fondation de la COSATU, fédération syndicale unifiée (cf. *Inprecor* numéro 209 du 16 décembre 1985). Tout cela atteste des particularités du Natal, mais aussi de l'importance de cette région pour la lutte révolutionnaire dans toute l'Afrique du Sud. ■

Yunus CARRIM

Le boycott le plus efficace des commerces blancs par des consommateurs noirs en dehors de la région du Cap oriental fut sans doute celui organisé à Pietermaritzburg. Il était centré spécifiquement sur des revendications locales : la réintégration des 950 travailleurs licenciés de l'entreprise de BTR Sarmcol à Howick et la signature d'un accord de reconnaissance de leur syndicat, le Syndicat des ouvriers de la métallurgie et des secteurs assimilés (MAWU). Lancé le 15 août 1985 et terminé le 26 septembre, ce boycott n'a pas réussi à atteindre ces objectifs. Mais il a montré à de très larges secteurs de la société blanche de Pietermaritzburg la puissance des consommateurs noirs.

Une enquête menée par la Chambre de commerce de Pietermaritzburg révéla qu'au cours des deux premières semaines du boycott, les commerces blancs ont connu une chute de 60 % à 70 % de leur chiffre d'affaires. Cette chute a varié suivant le type de commerce et l'endroit. Même John Orr's et The Hub, qui ne dépendent pas beaucoup d'une clientèle noire, ont reconnu avoir eu une chute de 15 % de leur chiffre d'affaires lors de cette enquête. La plupart des magasins appartenant à des grandes chaînes de supermarchés ont refusé de répondre aux questions des enquêteurs et les ont renvoyés à leur siège social, lesquels n'ont pas donné de réponse définitive.

Un porte-parole du MAWU a déclaré qu'un comité de surveillance estimait que le taux de boycott des commerces blancs variait entre 30 % et 90 %. Des grands supermarchés situés dans la zone de résidence indienne ont indiqué une augmentation de leur chiffre d'affaires d'une moyenne de 25 %. Par contre des commerces indiens situés dans le quartier à prédominance blanche du centre d'affaires et d'autres situés dans le quartier indien du centre ville se sont plaints d'une diminution de leurs recettes du fait du boycott qui tenait les consommateurs à l'écart de la ville même.

Malgré le peu de précision de ces informations, le boycott fut effectif pendant au moins trois semaines. Ensuite il s'effiloche avant d'être abandonné officiellement au bout de la sixième semaine. Les organisations qui appuyaient ce boycott ont commencé à envisager d'y mettre fin à la quatrième semaine de l'action.

Le mouvement de soutien au boycott a ses origines dans la campagne soutenue qui, pendant les trois mois et demi précédents, a été menée par des syndicats et des organisations communautaires pour

que la lutte des travailleurs de Sarmcol aboutisse à la victoire.

LE CONFLIT DE SARMCOL

Le 30 avril, 950 membres du MAWU ont commencé une grève à BTR Sarmcol à Howick à 20 kilomètres de Pietermaritzburg. Le conflit était centré sur les termes d'un accord de reconnaissance du syndicat. Le 3 mai, les 950 travailleurs en grève étaient licenciés. Au cours d'un rassemblement, ils ont appelé à un boycott de tous les commerces blancs de Howick à partir du 6 mai. L'objectif était de faire en sorte que les commerçants Blancs fassent pression sur Sarmcol pour réintégrer les travailleurs licenciés et reconnaître le MAWU.

A Howick, le propriétaire d'un supermarché enregistra une chute de 50 % de ses recettes dans les deux premiers jours du boycott. Un commerce a dû fermer et plusieurs autres étaient menacés du même sort. Un des commerçants de la ville a supplié les grévistes au cours d'un de leur rassemblement de ne pas le considérer comme un Blanc et contribua de 200 rands à la caisse de la grève. Des hommes d'affaires se sont plaints que des Blancs des zones périphériques avaient peur de venir en ville.

Le boycott a réussi parce que Howick est une petite ville avec une communauté noire unie et une forte présence du MAWU. Les travailleurs de Sarmcol constituent un pourcentage important de la force de travail dans la ville et les commerces blancs dépendent fortement de la clientèle des townships.

Mais la direction de Sarmcol refusa de changer d'attitude et embaucha des jaunes venus de Pietermaritzburg et de ses environs.

Les travailleurs ont alors porté la lutte à Pietermaritzburg, rencontrant des organisations communautaires et des groupes de chrétiens pour organiser un soutien matériel et politique. Des démarches ont été faites en direction de commerçants Noirs et surtout Indiens, auxquels il a été demandé une aide en argent et en marchandises. On leur a demandé par exemple de fournir des aliments de base au fonds de soutien à la grève à des prix raisonnables. La réponse fut positive.

La population de Pietermaritzburg a été amenée à se rendre compte de la lutte des travailleurs de Sarmcol lorsque pendant les heures d'affluence dans les magasins, le samedi 29 juin, un convoi de dix cars de grévistes a complètement bloqué la circulation dans les rues principales de la ville. Des affiches, des tracts et des autocollants ont été distribués pour expli-

quer la lutte et lancer un appel contre l'utilisation des jaunes par la direction de Sarmcol.

Le 6 juillet, devant un rassemblement de 2 000 personnes, des représentants d'organisations communautaires et syndicales ont appuyé une proposition de la FOSATU en faveur de l'organisation d'une grève d'une journée si la Chambre de commerce de Pietermaritzburg n'obli-geait pas la Sarmcol à négocier avec le MAWU. La Chambre de commerce ne l'a pas fait et la grève a eu lieu le 18 juillet. Environ 92 % des travailleurs africains et 70 % de tous les travailleurs, y compris des Blancs, y ont participé. Les écoles dans les townships furent boycottées et 80 % des commerces noirs étaient fermés.

La direction de Sarmcol ne bougeait toujours pas. Les syndicats et les organisations communautaires ont alors discuté de la proposition de la FOSATU d'organiser un boycott des commerces blancs. A cause de cette menace et de la réussite de la grève, le maire et la Chambre de commerce ont invité le MAWU et des organisations communautaires à une réunion commune. Là, le MAWU fut critiqué pour avoir organisé la grève et fut invité à ne pas étendre la lutte à Pietermaritzburg. Des représentants de la Chambre de commerce déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas peser sur la Sarmcol pour qu'elle rencontre le syndicat, mais acceptèrent de faire un effort pour organiser une réunion entre le MAWU et cette société. Cette réunion eut lieu, mais la Sarmcol a rejeté toutes les propositions du MAWU. Le boycott a donc commencé.

LA DISCUSSION DES TACTIQUES LOCALES

L'élan en faveur du boycott a été la conséquence des mois de lutte qui l'ont précédé. Il a été impulsé par les affrontements violents qui eurent lieu entre les masses et la police d'un côté et entre les grévistes et les jaunes de l'autre, et au cours desquels il y a eu trois morts et des dizaines d'arrestations. Cinq grévistes ont été condamnés à des peines de prison allant jusqu'à un an pour « intimidation violente ». D'autres cas devront passer devant les tribunaux.

Il faut encore ajouter à cet élan la déclaration de l'état d'urgence par le régime raciste, le boycott national des commerces blancs proposé par l'UDF, la mort de Victoria Mxenge, un boycott des écoles et une jeunesse défiante et combattive.

Le but du boycott a été discuté. Les syndicats et l'Union démocratique des peuples africains d'Afrique australe

(APDUSA) soutenaient un boycott centré sur la question de la lutte à Sarmcol (1). L'UDF et ses affiliés pensaient que la fin de l'état d'urgence devait être incluse en tant que revendication immédiate de cette action afin de refléter l'état d'esprit combatif des townships. L'UDF s'est également battue pour que soit incluse une revendication pour la libération de tous les détenus y compris ceux arrêtés au cours de la grève. D'après l'UDF, ces questions ne pouvaient pas être séparées et inclure de telles revendications signifiait lier les luttes syndicales aux mobilisations politiques. L'UDF déclarait que pour mobiliser le maximum de soutien, il fallait inclure des revendications susceptibles de trouver une audience parmi les plus larges secteurs de la population.

Les syndicats ont répondu que si la question de l'état d'urgence était liée à celle de la Sarmcol, la direction de cette société pourrait répondre que même si les travailleurs licenciés étaient réintégrés, le boycott se poursuivrait jusqu'à ce que l'état d'urgence soit levé. La direction de l'entreprise affirmerait alors qu'il fallait faire pression sur le gouvernement plutôt que sur la Sarmcol. Le MAWU pensait également que la lutte de Sarmcol se trouvait dans une étape décisive et qu'il fallait intensifier les efforts, car la direction montrait des signes de faiblesse. Le MAWU soulignait qu'il reconnaissait que l'état d'urgence était une question majeure, mais qu'il fallait une stratégie nationale coordonnée pour le combattre. Des syndicats étaient en train de discuter d'une action nationale à cet effet et les syndicats locaux n'avaient aucun mandat pour décider de façon unilatérale d'appuyer un boycott sur une question d'ampleur nationale.

Le MAWU avançait l'idée suivant laquelle c'était la dynamique locale qui devait dicter les termes du boycott. « *La façon spécifique par laquelle nous combattons l'état d'urgence, c'est au travers de la lutte de la Sarmcol* », déclara un responsable syndical.

COMPROMIS

Il y eut un compromis entre les syndicats et l'UDF autour de la décision de lancer un boycott de consommateurs qui serait centré sur les revendications des travailleurs de la Sarmcol pendant les dix premiers jours. Au bout de ce temps, la situation devrait être analysée de nouveau pour voir si la revendication de la levée de l'état d'urgence et des autres questions qui lui étaient liées devaient être ajoutées. Le boycott était fixé au 15 août et aucune date n'était envisagée pour sa fin.

Les organisations qui se sont engagées à soutenir le boycott étaient les suivantes : la FOSATU ; le Syndicat des travailleurs du commerce (CCAWUSA) ; le syndicat général GWU ; l'UDF et ses affiliés, surtout le Conseil des étudiants d'Afrique du Sud (COSAS), le Congrès indien du Natal (NIC) et diverses organisations de jeunes et de citoyens ; le Syndicat national de l'éducation d'Afrique du



La révolte d'un peuple opprimé et exploité. (DR)

Sud (NEUSA) ; le Comité de soutien aux détenus (DESCOM) ; APDUSA ; le Mouvement des étudiants azaniens (AZASM) ; l'Organisation des Avocats pour la démocratie ; l'Association pour le progrès rural (AFRA) ; et la Société culturelle de la jeunesse de Pietermaritzburg.

Environ 70 000 tracts et 30 000 autocollants en anglais et en zoulou furent imprimés pour lancer le boycott des commerces blancs. Des démarches ont été effectuées en direction de commerçants Noirs, qui ont été informés du boycott et auxquels il a été demandé de ne pas en profiter pour faire des bénéfices démesurés. La réponse a été positive.

Un comité de surveillance a été mis en place avec des représentants des syndicats et des organisations communautaires. Il dirigeait le boycott dans le cadre des mandats donnés par des réunions hebdomadaires entre les syndicats et la communauté. Les décisions prises par les assemblées du conseil de délégués d'atelier de la FOSATU ont fourni une orientation pour ces réunions communes.

Plusieurs organisations communautaires se sont plaintes de ne pas avoir été consultées correctement au cours de la préparation de la grève, mais des consultations systématiques sur le boycott entre les syndicats et ces organisations ont aidé à apaiser ces tensions.

LE BOYCOTT S'ÉTEND

Pietermaritzburg est une ville relativement petite et la plupart des commerces blancs sont situés dans un quartier d'affaires au centre de la cité. Il existe aussi un nombre considérable de commerces noirs qui n'égalent pas les commerces blancs ni par la qualité de leurs produits ni par leurs prix.

Le 24 août 1985 un rassemblement de 2 500 personnes approuvait la poursuite du boycott centré sur la question de Sarmcol. Le 2 septembre, essentiellement à l'initiative de la FOSATU et d'au-

tres syndicats, des boycotts étaient lancés à Durban, Pinetown et Hammarsdale en opposition à l'état d'urgence et sur d'autres questions. Ces boycotts n'ont pas repris les revendications des travailleurs de Sarmcol. Il s'est avéré par la suite que le boycott de Pietermaritzburg n'intégrait jamais les revendications touchant à l'état d'urgence. Mais comme d'autres branches syndicales du Natal l'avaient fait, la population faisait probablement le lien entre le boycott de Pietermaritzburg et l'état d'urgence.

Le boycott à Durban semble avoir été le moins efficace, mais ceux de Hammarsdale et surtout celui de Pinetown ont manifestement réussi. La crise d'Inanda, les affrontements entre l'Inkatha et les organisations progressistes des townships ainsi que la série d'arrestations de militants ont contribué à limiter la réussite du boycott à Durban, qui a été annulé le 6 octobre.

Au moment de l'appel au boycott à Durban, celui de Pietermaritzburg faiblissait déjà. Après le rassemblement du 24 août, il n'y a plus eu de tentative de le consolider. Il n'y avait plus d'argent et les organisations communautaires des townships étaient désorientées. Les affrontements avec la police et la nécessité d'éviter l'arrestation gênaient les militants. Enfin les heurts avec l'Inkatha ont fait de nombreuses victimes. Beaucoup de militants ont fui leur domicile et il était devenu impossible de mener une campagne dans ces conditions.

L'Inkatha n'était pas prête à soutenir le boycott parce qu'elle n'avait pas été

1. L'APDUSA est l'une des petites organisations nées de l'éclatement de l'Unity Movement (Mouvement pour l'unité) à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Il semble que l'organisation dont il est question dans l'article, à savoir l'APDUSA du Natal, se soit intégrée au sein du Nouveau mouvement pour l'unité (NUM), organisation plus large apparue ces derniers mois.

consultée, mais elle proclamait sa sympathie avec les travailleurs de Sarmcol, et déclarait que le boycott constituait une stratégie non violente légitime et puissante, mais que ce n'était toutefois pas le moment d'agir ainsi. L'Inkatha déclarait qu'il fallait qu'un boycott soit préparé et coordonné au niveau national et qu'il jouisse d'un soutien majoritaire.

La Chambre de commerce d'Inyanda, une organisation d'hommes d'affaires affiliée à l'Inkatha, manifesta son opposition au boycott d'une façon virulente. Son président, P. G. Gumede, « déclara la guerre » à la FOSATU et appela l'Inkatha de Pietermaritzburg à « écraser » le boycott. Il encourageait les consommateurs à « venir en masse » au centre ville le samedi 28 septembre en les assurant que l'Inkatha les protégerait contre « l'intimidation ». Gumede affirmait que le chef Buthelezi, président du bantoustan du Kwazulu, avait déclaré que le fait que la FOSATU persistait dans ce boycott constituait un défi à l'Inkatha et à sa propre direction.

Le président de l'Inkatha de Pietermaritzburg et le secrétaire de l'Inyanda se sont dissociés des déclarations de Gumede. Mais le secrétaire local de la Chambre de commerce d'Inyanda avait annoncé auparavant qu'elle ne soutenait pas le boycott. Celui-ci profitait selon lui aux commerçants Indiens mais pas aux Africains.

Un tract sorti en commun par le Conseil municipal de Pietermaritzburg, la Chambre de commerce et l'Afrikaanse Sakekamer fut largué d'avion dans les townships africains. Titré « *Les boycotts vous sont nuisibles* », ce tract expliquait que les boycotts « *sont néfastes pour vous et pour votre famille* », car ils font partir les commerces et conduisent à des augmentations de prix et au chômage. Dans quatre de ses éditoriaux sur une période de sept semaines, le *Natal Witness* se fit l'écho de ces mêmes sentiments et suggéra à plusieurs reprises que l'intimidation était un élément permanent de ces actions de boycott.

LA FIN DU BOYCOTT

Après deux semaines de discussions, le boycott fut annulé le 26 septembre. Les organisations qui l'avaient soutenu soulignèrent qu'elles n'avaient pas cédé devant les menaces de Gumede. Au cours des discussions, des travailleurs syndiqués au CCAWUSA ont signalé que le patronat les avait menacé de licenciement si le boycott se prolongeait. Ils proposèrent d'arrêter le boycott et d'organiser une autre grève dans laquelle les syndiqués du CCAWUSA ne seraient pas les cibles de la répression patronale. Mais déjà le boycott commençait à s'effiloche et il n'y avait aucun signe que la direction de la Sarmcol soit prête à céder.

Au cours d'une réunion, le 19 septembre, la plupart des syndicalistes proposèrent l'abandon du boycott. L'UDF pensait que cela découragerait ceux qui menaient le boycott dans d'autres zones et proposa de le relancer. Les syndicats prétendaient que c'est la dynamique lo-

cale de l'action qui devait déterminer la poursuite ou l'arrêt du boycott. Mais il fut demandé à l'UDF d'examiner la possibilité de financer les tracts nécessaires et de s'investir dans la campagne avec plus d'énergie. A la réunion suivante, le 24 septembre, l'UDF était d'accord avec les autres organisations pour annuler le boycott.

Quelques 30 000 tracts ont été distribués pour informer la population de la fin du boycott. Ce tract fut reproduit sous forme d'encart publicitaire dans le *Natal Witness*. Il déclarait que, « *le boycott a atteint un de ses principaux objectifs : attirer l'attention sur la lutte des travailleurs de la Sarmcol. Sa prolongation ne serait d'aucune utilité. Au bon moment nous déciderons de relancer le boycott si nous considérons que c'est dans l'intérêt des travailleurs de la Sarmcol* ».

Des commerces blancs ont été affectés par le boycott et ont effectivement exercés des pressions sur la Sarmcol pour que cette société négocie avec le MAWU. Mais la direction de la Sarmcol resta intransigeante. La Chambre de commerce de Pietermaritzburg déclara que le boycott lui avait fait comprendre « *le besoin d'un dialogue et d'une négociation renforcés sur la situation socio-économique* » avec des organisations soutenues par la communauté noire.

Le boycott comportait aussi des leçons pour ses organisateurs. Il était manifestement important de s'entretenir avec des commerçants noirs sur des questions pratiques, comme la nécessité d'avoir un stock suffisant de marchandises adaptées aux besoins des consommateurs. Car le fait que les commerçants noirs n'égalaien pas les commerces blancs ni par le choix des produits ni par leurs prix a contraint les consommateurs à des sacrifices considérables.

Pour réussir, un boycott de consommateurs doit conserver un appui étendu.

ce qui implique le maintien d'un équilibre délicat entre des intérêts concurrents, et ce, encore plus que pour d'autres campagnes populaires. Les possibilités de donner un contenu ouvrier à une campagne de boycott des commerces blancs sont limitées. Parce que les travailleurs, surtout ceux du secteur du commerce, sont les plus vulnérables dans une telle alliance de classe : leurs emplois sont en danger et ils sont moins capables de supporter un boycott sur le long terme. En plus, ce sont les femmes de la communauté qui supportent le gros des conséquences matérielles d'un tel boycott.

Mais le fait qu'à Pietermaritzburg, les syndicats et le Congrès, ainsi que les traditions de l'Unity Movement et de la Conscience noire, aient pour la première fois réussi à faire l'unité, constitue un précédent positif. Le boycott à Pietermaritzburg a fourni l'occasion d'échanges démocratiques entre une série d'organisations très variées. Il y avait des tensions. Les syndicats laissaient entendre que le soutien apporté au boycott par des organisations communautaires était plus verbal que pratique. Ces dernières avaient de leur côté l'impression que les syndicats exerçaient un contrôle trop rigide, sans leur laisser l'espace pour agir de la façon la plus efficace. Mais chacun comprend maintenant les dynamiques, les forces et faiblesses de l'autre. Ceci va permettre qu'ils aient respectivement des exigences plus réalistes les uns vis-à-vis des autres dans les luttes qu'ils vont mener ensemble à l'avenir.

La question centrale, du point de vue à la fois politique et organisationnel, qui ressort de cette expérience est sans doute celle des rapports entre les syndicats et les organisations communautaires. ■

Yunus CARRIM,

Work in Progress numéro 39,
novembre 1985.

Campagne d'intimidation de l'Inkatha contre l'UDF

Richard DE VILLIERS

Le 1er août 1985, Victoria Mxenge, une avocate noire politiquement engagée, trésorière de l'UDF, était assassinée devant sa maison à Umlazi, township de la banlieue de Durban, capitale de la province du Natal. Le 13 août, une flambée de violence a fait 63 morts et un millier de blessés dans la région de Durban. Plus de 42 magasins et centres commerciaux furent pillés et incendiés et des dizaines de maisons détruites. Des jeunes se sont déchaînés dans les townships d'Umlazi et de Kwa Mashu, dressant des barrages sur les routes, lançant des pierres contre la police et incendiant des bureaux de l'administration. Dans la zone d'Inanda-Phoenix, une série d'émeutes a vu s'opposer des Indiens et des Africains. Le lotissement ayant appartenu à Gandhi, dans la banlieue de Phoenix, a été détruit. Beaucoup d'entre-

prises ont fermé tôt les 8 et 9 août, et il y avait un boycott total des cours dans plusieurs écoles. Des dirigeants et des personnalités représentatifs de tous les courants politiques ont exprimé publiquement leur inquiétude devant la possibilité de voir se répéter des émeutes raciales comparables à celles qui, en janvier 1949, avaient opposé des Zoulous et des Indiens, faisant plusieurs dizaines de morts.

A première vue, il est difficile de faire le lien entre ces événements et l'assassinat de Victoria Mxenge. Les premières explications données de ces faits vont d'allégations suivant lesquelles des « agitateurs » auraient attisé les sentiments d'une population passive jusqu'à des déclarations affirmant que « *le peuple en a assez* ». Mais de telles explications sont trop superficielles.

Il existe des preuves qu'une foule de partisans de l'Inkatha ont encerclé la mai-

son de l'avocate et menacé de l'incendier la veille de ses funérailles. Et Winnington Sabelo, membre de l'assemblée législative du bantoustan de Kwazulu, représentant la circonscription d'Umlazi, a dirigé le 17 août un commando qui s'est attaqué à un cortège funèbre des victimes des émeutes.

LES RAPPORTS ENTRE L'INKATHA ET L'UDF A L'ARRIERE-PLAN DES ÉMEUTES RACISTES

La signification exacte de ces événements dans le cadre de la situation générale n'est donc pas claire. Mais un élément constitue l'arrière-plan de cette quinzaine sanglante, c'est celui des rapports entre l'Inkatha et l'UDF.

Depuis la création de l'UDF au Natal, les deux organisations se sont considérées réciproquement comme des rivales. Qui plus est, elles se sont mutuellement lancées des attaques et des condamnations à répétition au travers des médias et de leurs plate-formes publiques.

L'une des premières questions mises en avant par l'UDF du Natal fut celle des assassinats d'étudiants partisans de l'UDF sur le campus de l'université de Zululand, vers la fin de 1984. Cela donna le ton aux rapports extrêmement antagoniques entre les deux organisations.

L'UDF et l'Inkatha avaient toutes les deux rejeté la nouvelle réforme constitutionnelle et les projets de loi Koornhof (1). Les deux organisations s'étaient prononcées en principe pour la tenue d'une convention nationale. Cet engagement avait été exprimé par l'UDF au moment de son lancement à Rocklands, et par le chef Gatsha Buthelezi, dirigeant de l'Inkatha, dans une déclaration récente. Elles avaient aussi toutes les deux protesté contre l'augmentation du prix du pain. Malgré ces points de convergence, elles n'ont jamais essayé de travailler ensemble sur ces questions. Au contraire, des porte-parole des deux organisations n'ont pas ménagé leurs efforts pour exclure toute possibilité d'existence d'un terrain d'action commun. Toutes les deux ont continuellement insisté sur le fait que leurs campagnes contre les projets de loi Koornhof et contre l'augmentation du prix du pain étaient séparées. Leurs rapports sont restés antagoniques.

Malgré ces campagnes et l'élévation du niveau de conscience politique que l'on pouvait constater à travers le pays, ni l'une ni l'autre de ces organisations ne fut capable de résoudre ses propres problèmes de structuration à la base.

L'UDF manquait de structures organisationnelles, mais jouissait d'un soutien potentiel immense. L'Inkatha, bien que possédant de fortes structures organisationnelles, ne disposait que d'un soutien ambigu. Des apologistes des deux organisations nieraient ces accusations, et il existe sans doute des variations et des subtilités suivant les classes sociales, les générations et les régions. Mais la tendance générale semble bien montrer que l'Inkatha disposait d'un faible soutien dans la région proche de Durban et que l'UDF était mal organisée dans les townships africains.

Le mode d'organisation de l'Inkatha témoigne de beaucoup de caractéristiques semblables à celles des mouvements politiques fascistes qui ont surgi en Europe après la crise économique de 1929. Sur le plan idéologique, les appels aux symboles du nationalisme zoulou et la rhétorique anti-indienne en constituent les exemples les plus évidents. Cependant, ce qui est encore plus significatif, c'est son mode d'organisation. Celui-ci est caractérisé par un système de clientélisme basé sur la distribution d'emplois dans la fonction publique, l'octroi de licences aux petits commerçants, une structure de cellules de quartier et une milice privée, l'amabutho, qui ne réchigne pas à employer la force contre des « partisans » récalcitrants. Tout cela montre des similitudes avec le mode d'organisation du parti nazi de Hitler. Les affrontements de rue violents des années 1930 (en Europe, ndlr.) trouvent leur écho à Durban dans les années 1980.

PARTICULARITÉS D'IMPLANTATION DES DEUX ORGANISATIONS DANS LA RÉGION DE DURBAN

L'UDF du Natal est difficile à caractériser. A la différence de beaucoup d'organisations de masse de gauche dans le monde, elle n'a pas de relations avec de puissantes organisations de travailleurs et des syndicats ouvriers. A l'origine, le Syndicat uni des travailleurs sud-africains (SAAWU) s'était affilié à l'UDF, mais il avait ses propres problèmes de direction. L'UDF du Natal n'a fait que peu d'efforts pour forger des liens avec les syndicats plus puissants affiliés à la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU). Il se trouvait donc confronté à la nécessité de se doter d'une base de masse par ses propres moyens, une tâche pour laquelle il n'était pas armé et qu'il ne pouvait pas remplir.

L'UDF, s'appuyant sur ses organisations affiliées à caractère communautaire, avait une faible présence à Umlazi, Kwa Mashu et dans les campements informels des squatters d'Inanda. Ses organisations étaient puissantes dans les petits townships de Lamontville, de Chesterville et d'Hambanathi. Cependant, la direction de l'UDF qui émergea se retrouva isolée des problèmes quotidiens des communautés, étant aspirée par des activités de l'UDF au niveau national. En général, la direction de l'UDF, majoritairement composée d'intellectuels petits-bourgeois indiens, n'a fait que peu de progrès pour essayer de structurer l'organisation de haut en bas.

Une exception notable est constituée par des organisations de jeunesse, lesquelles ont largement permis à l'UDF de réaliser ses nombreux rassemblements de masse. Malheureusement, des meetings avec une assistance nombreuse et dans lesquels on entendait des discours et des mots d'ordre anti-Inkatha, ne suffirent pas à protéger les partisans de l'UDF lorsqu'ils rentraient dans leurs townships.

Dans ce contexte, il était presque inévitable que les deux organisations s'orientent vers une série d'affrontements. Le

fait n'est pas éclairci de savoir s'il y a eu une intervention des services de l'Etat spécialisés dans les coups fourrés, ou si les affrontements découlent tout simplement d'une décision de l'Inkatha d'éliminer au mois d'août dernier, l'UDF dans les zones urbaines. Il existe des signes indiquant l'existence d'un coup monté : le fait, par exemple, que des « casspirs » (sortes de grosses jeeps blindées, ndlr.) de la police aient fourni une escorte pour des cars des forces de l'amabutho qui allaient disperser les cortèges funèbres. Il faudrait cependant avoir des informations supplémentaires avant de pouvoir tirer des conclusions définitives.

Mais la question de savoir s'il y a eu un coup monté ou non n'est pas fondamentale. Il faut s'attendre à ce que l'Etat joue les cartes qu'il possède, et cela sans pitié. Ce qui est clair, c'est le bilan des affrontements. Pendant que la police fermait les yeux sur leurs agissements, les hommes de main de l'Inkatha ont chassé, en brûlant leurs maisons, les partisans de l'UDF dans tous les principaux townships de la région de Durban. Dans un cas, des partisans connus de l'UDF furent chassés d'Hambanathi et ont cherché refuge dans une église à Verulam.

L'Inkatha a raffermi sa domination sur Umlazi et Kwa Mashu en faisant appel aux citoyens les plus âgés, et en s'engageant à discipliner la jeunesse et à restaurer l'ordre, ce qui arrange sans doute bien l'Etat, au moment où celui-ci réfléchit sur l'« option Natal ».

Des organisations affiliées à l'UDF, comme le Comité commun d'action contre les loyers et le Comité de soutien aux détenus, ont été incapables de fonctionner de manière efficace depuis cette quinzaine d'août. Les habitants des townships, conscients des risques d'être associés à l'UDF, prennent soigneusement leurs distances par rapport à cette organisation. L'UDF les attire peu. Ce front semble être dirigé par des Indiens, avec des adhérents jeunes, en grande majorité radicaux et, par conséquent, potentiellement violents, qui font preuve de tendances anti-ouvrières dans leurs appels à des grèves. Dans la vision des choses des habitants des townships, appartenir à l'UDF aujourd'hui signifie une quasi certitude de voir brûler leur maison, et peut-être même de trouver la mort.

Avec sa direction emprisonnée et une infrastructure organisationnelle faible, l'UDF est incapable de se défendre et de défendre ses partisans contre l'offensive combinée de l'Inkatha et de l'Etat. ■

Richard DE VILLIERS,
Work in Progress, numéro 39,
novembre 1985.

1. Cette réforme constitutionnelle prévoyait entre autres la mise en place de deux chambres consultatives séparées « métisse » et « indienne » au côté du Parlement blanc. Les élections à ces mini-parlements bidons ont été massivement boycottées par les populations concernées en 1984. Sur cette réforme constitutionnelle et les dispositions Koornhof se reporter à *Inprecor* numéro 163 du 19 décembre 1983.

Une lutte de libération nationale qui dure depuis plus de 25 ans

La lutte de l'Erythrée pour son droit à l'autodétermination remonte à très loin et a impliqué à la fois un combat contre l'impérialisme italien et contre l'impérialisme britannique. Economiquement et socialement, l'Erythrée s'est développée d'une manière totalement différente du reste de l'Ethiopie, après que la colonisation italienne de cet ancien territoire éthiopien fût officiellement reconnue en 1889.

Les Britanniques, qui ont battu les Italiens en 1941, administrèrent l'Erythrée jusqu'en 1950. Ils étaient censés administrer le territoire au nom des puissances alliées, mais ils mirent en avant leur propre projet, c'est-à-dire une partition de l'Erythrée entre le Soudan, qu'ils dirigeaient, et l'Ethiopie. La Grande-Bretagne disposait d'une position avantageuse. Elle contrôlait l'Egypte, le Soudan et Aden (actuel Yémen du Sud), tout en exerçant un certain pouvoir en Ethiopie. Le souci majeur de l'impérialisme britannique était le contrôle du canal de Suez et de la mer Rouge, c'est-à-dire des routes commerciales vers l'Inde et l'Extrême-Orient. Compte-tenu de la position stratégique qu'occupe l'Erythrée sur la mer Rouge — avec ses 1 500 kilomètres de côte et avec les deux seuls ports, Assab et Massawa, existants entre le Soudan et ce qui est aujourd'hui Djibouti —, l'impérialisme ne pouvait s'offrir le luxe de l'indépendance de

l'Erythrée.

Tous les partis politiques érythréens étaient alors favorables à une Erythrée unifiée et s'opposaient à la partition, même si certains d'entre eux souhaitaient une union avec l'Ethiopie, d'autres l'indépendance, et d'autres une administration internationale. Comme les quatre grandes puissances (la Grande-Bretagne, l'URSS, les USA et la France) ne purent s'entendre sur l'avenir de l'Erythrée, la question fût finalement soumise aux Nations-Unies.

La discussion des Nations-Unies opta finalement pour la constitution d'une fédération avec l'Ethiopie. Fin 1950, l'ONU fait de l'Erythrée « une entité autonome fédérée à l'Ethiopie ». Selon la résolution finale, les Erythréens devaient obtenir « le plus grand respect et les garanties pour leurs institutions, traditions, religions et langues, ainsi que les mesures les plus larges possibles pour un auto-gouvernement ». En fait, l'Erythrée fut annexée en 1962 par l'Ethiopie.

C'est maintenant depuis environ 25 ans que se mène une lutte de libération nationale en Erythrée. Nous publions ci-après un dossier qui en retrace les étapes essentielles. L'auteur de l'article ci-dessous est récemment rentré d'un voyage de travail dans ce pays concernant un projet éducatif.

Paul WORCESTER

Les mouvements de libération de l'Erythrée commencèrent leurs activités fin 1958. Une répression sévère força beaucoup de travailleurs érythréens à l'exil au Soudan ou en Arabie Saoudite. Ces exilés créèrent le Front de libération de l'Erythrée (FLE). L'Egypte de Nasser encouragea ce front, dominé par des musulmans, et rendit possible un entraînement militaire. La ligne politique du FLE n'était pas claire et la discipline très faible. Aucune tentative ne fut faite pour adopter un programme sur des questions aussi cruciales que la réforme agraire, et il n'y avait pas de démocratie interne sous la direction dictatoriale d'Idris Mohamed Adem. De nouveaux membres, issus des jeunes érythréens éduqués venant des villes, réagirent contre cet état de fait et furent réprimés et exclus, mais pas avant que l'armée éthiopienne n'ait lancé une offensive militaire dévastatrice qui contraignit des dizaines de milliers de paysans érythréens à l'exil au Soudan. Parmi les trois groupes qui scissionnèrent du FLE en 1969, deux s'unirent en avril 1970 pour former le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE).

Au départ, le FPLE était très petit et devait combattre non seulement l'armée éthiopienne, mais aussi le FLE (dont la direction s'appela le FLE - Conseil révolutionnaire), qui déclencha en 1972 contre lui la première de deux guerres civiles. Les Etats arabes conservateurs, qui soutenaient le FLE (CR) étaient effrayés par la

politique de plus en plus révolutionnaire du FPLE.

Des tensions virent le jour à l'intérieur même du FPLE et un groupe d'opposition fut exclu en 1975. Puis, le responsable à l'étranger du FPLE, Osman Saleh Sabbe, signa en 1976, sans autorisation, un accord d'unité avec le FLE et fut exclu. Il créa le Front de libération de l'Erythrée - Forces de libération populaires (FLE-FLP). Le conflit touchait une question importante. Sabbe craignait que l'idéologie marxiste du FPLE ne le prive du soutien des pays occidentaux et des Etats arabes conservateurs. Par ailleurs, le FPLE ne faisait pas confiance au FLE et à ceux qui le soutenaient et voulait une indépendance politique complète même au prix de perdre l'appui de pays tels que l'Arabie saoudite qui, sinon, auraient pu le soutenir.

LE FPLE REFUSE LE COMPROMIS

Jusqu'en 1981, le FLE (CR) et le FLE - FLP eurent une influence considérable, le premier ayant une présence importante à la campagne. Les Etats arabes étaient très préoccupés par l'intervention grandissante de l'Union soviétique et de Cuba en Ethiopie. Ils firent pression sur le FPLE, le FLE et le FLE - FLP pour qu'ils s'entendent et acceptent le maintien de l'Erythrée comme région autonome dans le cadre d'une organisation fédérale de l'Ethiopie.

Le FPLE ne pouvait accepter un tel cadre. Les conditions qu'il mettait à la

négociation étaient que le DERG, l'instance militaire dirigeant l'Ethiopie après le renversement du Négus en 1974, devait accepter de « résoudre la question érythréenne pacifiquement et commencer des négociations sans conditions préalables ». Le FPLE s'opposa au statut d'autonomie régionale et exigea que les négociations aient lieu avec le « commandement en chef commun » du FLE et du FPLE.

Il devint alors clair pour tout le monde que le FPLE n'infléchirait pas sa ligne politique, et depuis 1981 des efforts importants ont été entrepris par les Etats arabes pour unifier les différents groupes hors du FPLE. Au début de cette année, une Conférence pour l'unification s'est tenue à Khartoum au Soudan sans grand succès. En tout cas, ces différents groupes continuent d'être largement financés par leurs différents soutiens dans la région, afin qu'ils puissent poursuivre leurs activités diplomatiques et, dans le cas du FLE, leurs agressions contre le FPLE là où c'est possible. Une évolution positive a eu lieu en 1982, lorsque des opposants au sein du FLE, qui avaient été repoussés au Soudan par le FPLE en 1981, créèrent une nouvelle organisation, le FLE (Commandement central) dont le nom signifie « Nous reviendrons ». Après des discussions avec le FPLE ils rentrèrent en Erythrée et eurent des activités communes avec le FPLE, tout en maintenant leur propre organisation. A l'heure où nous écrivons, de nouvelles discussions ont lieu entre les deux organisations et une fusion

complète semble possible.

Le FPLE reconnaît recevoir un soutien, dont il ne précise pas la nature, du gouvernement somalien, qui est en conflit avec le DERG pour le contrôle de l'immense région de l'Ogaden dans le sud de l'Éthiopie (1). Le gouvernement soudanais tolère la présence du FPLE au Soudan et l'utilisation du territoire soudanais pour transporter des fournitures depuis Port-Soudan jusqu'en Érythrée, bien qu'il y ait eu des pourparlers entre le DERG et le nouveau régime soudanais (2). Le DERG aimerait que le Soudan ferme l'accès de Port-Soudan à l'Association érythréenne de secours, qui importe des aides alimentaires. Cela serait un coup dur pour l'Érythrée, qui ne pourrait être surmonté que par l'organisation coûteuse de convois de chameaux à travers la longue frontière entre le Soudan et l'Érythrée. En échange, le DERG a laissé entendre qu'il cesserait de fournir en matériel l'Armée de libération du peuple du Soudan, dirigée au Sud par le colonel John Garang, et qui combat pour une certaine forme d'indépendance vis-à-vis de Khartoum.

L'Armée de libération du peuple de l'Érythrée (ALPE), la branche militaire du FPLE, est maintenant organisée en division et a des capacités assez exceptionnelles en terme d'expérience et de stratégie pour une armée formée de non-professionnels. Le FPLE contrôle aujourd'hui environ 75 à 80 % du territoire érythréen. En février 1984, l'ALPE a combattu avec succès 20 000 soldats éthiopiens au cours d'une bataille de 49 heures sur la côte de la mer Rouge, faisant 3 000 prisonniers. Ce combat a été suivi, en avril de la même année, par une opération de commando contre la base aérienne du DERG à l'aéroport d'Asmara, qui a occasionné la destruction de 33 avions et hélicoptères. Dans son offensive actuelle, le DERG a retiré ses troupes de la région du Tigré (3) et de l'Est et, tout en attaquant l'ALPE, a entrepris des bombardements massifs contre la population rurale, poursuivant sa tactique de la terre brûlée qui consiste à terroriser et faire fuir les paysans, essayant ainsi d'affaiblir la base de soutien du FPLE. La reprise par les forces éthiopiennes de la ville de Tessenei constitue également un revers, qu'il faut espérer temporaire.

Cependant, l'armée éthiopienne, formée presque entièrement de conscrits, avec ses nombreuses recrues sans motivation et démoralisées, aura énormément de mal à infliger une défaite durable aux forces de l'ALPE très motivées et très disciplinées. De très importantes et récentes livraisons d'armes légères, d'artillerie et d'avions en provenance d'Union soviétique ont probablement remplacé les pertes infligées à l'armée éthiopienne par l'ALPE ces 18 derniers mois. Le DERG dépense un tiers de son budget en armement et il doit aux pays de l'Est trois milliards de dollars. Cette proportion du budget consacrée à l'armement est l'une des plus élevées du monde, dans un pays où le revenu national par habitant est seulement de 11 dollars par an, soit l'un des pays les plus pauvres du monde.



Fortification contre les raids aériens éthiopiens à Asmara, alors entre les mains des nationalistes érythréens en 1978. (DR)

Ce chèque en blanc donné par l'Union soviétique à la politique du DERG cache des intérêts stratégiques. Celle-ci n'a pas d'autres alliés dans cette région clé du monde. Ses bases navales importantes sur les îles érythréennes de la mer Rouge sont cruciales pour sa flotte de l'océan Indien. Elles fournissent, par la mer Rouge, un accès à l'océan Indien et au-delà, à tous les navires soviétiques basés en mer Noire. L'Union soviétique, qui a activement soutenu le gouvernement somalien contre l'Éthiopie jusqu'en 1977, et par conséquent l'indépendance de l'Érythrée dans les années 1950 et 1960, est devenue l'allié principal du DERG et elle le soutient totalement dans sa lutte contre les Érythréens.

LE PROGRAMME DU FPLE

Jusqu'en 1975, les Cubains ont aidé à l'entraînement militaire des mouvements de libération érythréens. Cependant, ce soutien à l'autodétermination érythréenne cessa après 1977. Cuba envoya alors plusieurs milliers de soldats en Éthiopie pour aider le DERG dans la guerre de l'Ogaden, contre la Somalie. L'URSS retira de son côté son soutien à la Somalie. Fidel Castro refusa d'envoyer des troupes cubaines combattre directement en Érythrée aux côtés du DERG, déclarant que la question de l'Érythrée était une affaire intérieure à l'Éthiopie, qui nécessitait une solution politique. Cette position soulève malgré tout de graves problèmes. Les troupes cubaines sont très entraînées et disciplinées. Stationnant au nombre de plusieurs milliers en Éthiopie, elles libèrent au sein des troupes d'élite éthiopiennes un nombre équivalent d'hommes qui peuvent aller se battre contre les Érythréens. C'est pourquoi le FPLE, tout en reconnaissant les acquis de la révolution cubai-

ne à Cuba, est très critique sur leur présence en Éthiopie.

Le programme du FPLE s'est plus particulièrement attaché à la réforme agraire, aux droits des femmes, à l'alphabétisation et à l'éducation, à la santé. La réforme agraire porte principalement sur la redistribution de terres des propriétaires fonciers et des riches paysans. Dans une zone arrachée au FLE en 1981, tous ceux qui étaient sans terre ont reçu des parcelles, avec des zones réservées à la culture communautaire. Cependant, la famine et la sécheresse ont causé des ravages et, dans les zones de sécheresse, beaucoup de paysans ont été mis dans des camps temporaires de réfugiés. L'Association érythréenne de secours (liée au FPLE) y distribue des aides alimentaires. Les projets en cours dans des vastes zones de la région fertile des rivières du sud-ouest ont abouti à des plantations, avec une nouvelle semence, et à la construction de digues et de canaux d'irrigation dans le cadre d'un grand programme collectif. La politique du FPLE pour les nomades est de les sédentariser là où cela est possible, et de leur enseigner des méthodes agricoles.

La campagne pour les droits des femmes est une priorité majeure. Environ 35 % des membres du FPLE sont des femmes, et elles constituent 45 % des

1. Pour une analyse du conflit entre la Somalie et l'Éthiopie, se reporter à l'article de Claude Gabriel, « Un nouveau conflit dans la Corne de l'Afrique », publié dans *Imprecor* numéro 133 du 27 septembre 1982.

2. Le régime de Nemeiry a été renversé le 6 avril 1985 par un coup d'État qui a instauré un comité militaire transitoire. Ce putsch est intervenu alors que grandissaient le mécontentement populaire et l'agitation sociale.

3. Dans la région du Tigré, la minorité ethnique des Tigréens mène aussi un combat plus récent contre le régime éthiopien. La principale organisation de cette région est le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), qui a passé certains accords avec les nationalistes érythréens.

adultes qui participent à la campagne d'alphabétisation. Parmi elles, un tiers sont des nomades, un secteur extrêmement opprimé. Un aspect de cette campagne vise à l'intégration des femmes. Elle est menée en direction des femmes elles-mêmes, mais aussi du milieu masculin traditionnellement hostile des paysans et des nomades. Il y a également des cours sur la discrimination et les droits des femmes, dans le programme d'éducation politique du FPLE, les cadres ayant le droit de critiquer n'importe quel membre à n'importe quel moment.

Jusqu'à présent, le FPLE a mis l'accent sur la libération des femmes par leur participation au procès de production, sous-estimant ainsi le rôle de l'idéologie dans l'oppression des femmes. Cela semble avoir entraîné quelques critiques, tout comme le fait qu'il n'y a toujours pas de femmes membres du comité central du FPLE, ou que seulement 3 membres sur les 20 qui composent le Département d'administration soient affectés à la question de l'oppression des femmes. Cependant, une vaste étude a été réalisée dans toutes les zones libérées sur la façon dont les femmes sont opprimées.

En dépit d'incroyables difficultés et du manque de matériel, le programme d'éducation du FPLE a fait des progrès impressionnants ces dernières années. Il existe maintenant 104 écoles éduquant 15 000 élèves. Ce chiffre peut paraître faible, mais jusqu'à récemment, une grande partie de la population des campagnes n'était pas sous l'autorité du FPLE. La première école technique qui ait jamais été construite vient juste d'ouvrir ses portes et le Département de l'Éducation du FPLE développe tous les programmes en partant de zéro.

La campagne d'alphabétisation a subi les conséquences des déplacements de population causés par la sécheresse et la famine. Cependant, des plans sont en préparation pour l'extension de la campagne d'alphabétisation aux camps de réfugiés. En attendant, le manque de matériel — papier, crayons, etc. — est un gros obstacle au développement. Toutes les salles de classe sont camouflées, afin de les protéger des raids aériens éthiopiens. Au cours d'une attaque, en novembre 1984, 5 enfants ont trouvé la mort. Les élèves aident à la construction de leurs propres classes et participent également dans quelques régions à de grands projets. Leur engagement pour la révolution est important. Des enfants de six à huit ans ont quitté la maison pour rejoindre le FPLE et ceux que j'ai rencontrés étaient ravis d'aller à l'école pour la première fois. La jeunesse est organisée dans des assemblées de jeunes tout comme le sont les femmes, les paysans et les commerçants. Il y a également des assemblées de village qui prennent des décisions sur la politique locale et qui, y compris, rendent la justice. Les membres du FPLE peuvent être membres de l'association qui les concerne, mais ne peuvent pas être dirigeants de l'assemblée de village.

Les transports sont un domaine qui

nécessite également beaucoup d'organisation. Pour relier Port-Soudan à l'Erythrée, il faut traverser un redoutable désert sans routes. A l'intérieur de l'Erythrée, les routes ont été construites à la main, y compris celles qui franchissent les montagnes. Le carburant est transporté du Soudan par camion-citerne vers des zones de stockage camouflées, d'où il est distribué aux camions de ravitaillement et aux véhicules du FPLE. La plupart des déplacements s'effectuent la nuit, car les camions, lents, avec leurs nuages de poussière, sont facilement repérables par les Mig éthiopiens qui rôdent.

Ces transports sont terriblement longs. Les convois d'aide mettent cinq jours à faire un aller-retour, de Port-Soudan à la frontière, pour une distance d'à peine 200-250 km dans un sens. A l'intérieur de l'Erythrée, il faut parfois quatre jours de plus pour atteindre certains camps de réfugiés. Jusqu'à récemment, toute cette opération était effectuée par 100 camions seulement, mais de nouveaux achats et des dons récents des pays occidentaux ont doublé ce nombre.

L'ERYTHRÉE PRIVÉE D'AIDE

Nulle part l'aide fournie n'est encore suffisante. En février, l'Association érythréenne de secours (AER) n'avait obtenu que 4,8 % de l'aide d'urgence qu'elle réclamait. On a récemment rendu public à Washington le fait qu'en mai 1984, un rapport confidentiel de la Maison-Blanche indiquait qu'une situation désastreuse régnait en Ethiopie, mais que l'aide était volontairement refusée pour des raisons politiques. Depuis, la plupart des aides provenant des gouvernements sont allées en Ethiopie et non pas en Erythrée ou dans le Tigré, qui sont pourtant les zones les plus touchées par la famine. Cela fait partie d'une conspiration qui cherche à rendre l'Ethiopie dépendante de l'aide alimentaire des pays occidentaux. C'est pourquoi les gouvernements américain et britannique refusent de fournir du matériel utile au développement économique de l'Ethiopie, tout en refusant une aide alimentaire significative aux zones tenues par le FPLE ou le Front populaire de libération du Tigré (FPLT). L'URSS et les pays de l'Est ont fourni des moyens de transport pour l'acheminement de l'aide alimentaire destinée à l'Ethiopie.

De plus, jusqu'à il y a peu, la plupart des institutions de secours, à part quelques exceptions notables, comme celle de l'organisation britannique de « War or Want », ont fait très peu pour l'Erythrée, par peur de perdre la possibilité de continuer leur programme d'aide à l'Ethiopie. Cela commence à changer lentement. Ainsi, « Band Aid », l'organisation des chanteurs contre la faim dans le monde, s'est engagée à fournir une aide substantielle à l'Erythrée. Par ailleurs, la pluie est tombée dans beaucoup d'endroits et quelques semailles ont pu avoir lieu, bien que le manque de semences ait été un gros problème. La moisson commencera aux environs de septembre 1985, mais c'est à ce moment que le

FPLE s'attend à de nouvelles attaques massives du DERG qui, avec son aviation, essaiera de détruire la récolte de l'année.

A Asmara, capitale de l'Erythrée, dans les deux ports d'Assab et de Massawa, et dans d'autres villes plus petites contrôlées par le DERG, les activités du FPLE sont clandestines, ce qui est très dangereux, parce qu'il y a beaucoup de mouchards. Malgré tout, le FPLE a de nombreux membres dans chaque ville, mais leurs activités sont limitées par la présence massive de l'armée éthiopienne. Dans certains cas, des unités mobiles du FPLE opèrent à quelques kilomètres aux alentours des villes.

Dans l'éventualité d'une victoire complète du FPLE ou d'un accord politique avec le gouvernement éthiopien, l'orientation actuelle du FPLE est d'organiser un référendum sur la question de l'indépendance complète (il n'y a guère de doutes sur le résultat) et de créer une assemblée constituante, avec tous les droits pour les autres groupes érythréens, afin de décider de l'avenir de l'Erythrée. Il reste peu d'industrie en Erythrée, la plus grande partie ayant été démontée par l'Ethiopie et transportée à Addis-Abeba. Il semble y avoir un consensus au sein du FPLE pour ne pas compter sur un développement économique à grande échelle ou pour ne pas se laisser trop endetter vis-à-vis de l'extérieur. Les responsables du FPLE n'ont en effet aucune confiance dans l'impérialisme. Une autre question épineuse sera celle de l'immense diaspora érythréenne (Erythréens vivant à l'étranger) et des mesures à prendre pour persuader ceux dont les qualifications sont les plus nécessaires de revenir au pays. Faudra-t-il leur donner des salaires très élevés ? De plus, comme il n'existe pas d'économie monétaire dans les zones tenues par le FPLE, quelle forme ce paiement prendra-t-il ? Faudra-t-il instituer une nouvelle monnaie et devra-t-on payer les ouvriers et les paysans avec de l'argent ?

Pour l'instant, bien évidemment, ces questions sont secondaires par rapport à la nécessité de gagner la guerre. Il n'est pas possible de savoir quels débats, s'il y en a, peuvent avoir lieu à ce sujet au sein du FPLE, bien qu'un petit nombre de ses membres puisse être favorable à l'ouverture de discussions avec le DERG.

Ce qui est sûr, c'est que l'impérialisme continuera ses manipulations cyniques permises par la famine, l'intérêt des masses érythréennes et éthiopiennes étant le cadet de ses soucis. Ce qui apparaît également c'est que l'Union soviétique est fermement résolue à aider la tentative de génocide contre le peuple érythréen si ses intérêts stratégiques sont menacés. Malheureusement, on peut également constater qu'au niveau international, la classe ouvrière et ses alliés ont failli dans l'information et le soutien à la révolution érythréenne. Si un travail de solidarité concret est réalisé, alors ce bilan de faillite pourra être modifié. ■

Paul WORCESTER,
Londres, 25 août 1985.

"Notre lutte a un caractère national et de classe"

Interview du représentant en France du FPLE

L'HISTOIRE de la longue lutte de libération nationale érythréenne tout comme celle des dissensions et affrontements internes entre ses différentes composantes ont pour arrière-plan la structuration sociale particulière de ce pays. Ainsi dans les années 1950, les différences, tant politiques qu'économiques, étaient grandes entre l'Éthiopie et l'Erythrée. Alors que des relations de production de type capitaliste n'étaient guère implantées en Éthiopie, elles étaient nettement plus développées en Erythrée qui disposait par exemple d'un nombre supérieur d'entreprises industrielles.

La différenciation sociale y était, elle aussi, plus développée. Dans le cadre de la fédération avec l'Éthiopie, le régime érythréen disposait d'un parlement local autonome et de la maîtrise du budget et de la police. L'Erythrée possédait alors son propre drapeau et avait comme langues officielles le tigrinia et l'arabe. Il existait à côté d'une couche dominante érythréenne composée de petits industriels et de propriétaires fonciers, une petite bourgeoisie non négligeable et une masse importante de travailleurs urbains et ruraux. Cela explique en partie, si on y ajoute les éléments de différenciations ethniques et religieux ainsi que l'action des régimes limitrophes, les

clivages qui apparaîtront au sein du mouvement nationaliste dans les années 1960.

La chute de la monarchie absolutiste éthiopienne en 1974 relança l'espoir d'une solution politique du conflit en même temps que d'un développement de la mobilisation sociale des exploités. Mais le DERG au pouvoir à Addis Abeba ne reconnut pas le bien-fondé de la revendication des nationalistes érythréens. Alors qu'il libéra les prisonniers de l'ancien régime, il se refusa à le faire pour les Erythréens. En août 1974, les parlementaires érythréens démissionnèrent en bloc pour protester contre ce maintien en détention de nationalistes érythréens. Par la suite, c'est par de véritables offensives militaires que le DERG répondit à la pression du mouvement nationaliste érythréen sur le terrain.

C'est sur toute cette longue histoire de la lutte du peuple érythréen et des divergences traversant le mouvement nationaliste que le représentant en France du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), Andebrhan W. Giorgis a bien voulu répondre aux questions d'*Inprecor*. A. W. Giorgis est membre du comité central du FPLE et responsable de l'information.

Jean-Jacques LAREDO : — Comment s'est constitué le Front populaire de libération de l'Erythrée ?

Andebrhan W. GIORGIS : — La question de l'Erythrée est depuis l'origine, et avant toute chose, une question relative à la décolonisation de l'Afrique. Car l'Erythrée, comme la Libye et d'autres pays, est une ancienne colonie italienne datant du partage de l'Afrique entre les différentes puissances coloniales européennes. En 1941, les Italiens furent battus par les forces alliées dirigées en Afrique de l'Est par les Britanniques. L'Erythrée se trouva donc sous l'occupation des Britanniques pour environ 11 années, jusqu'en 1952.

A la fin des années 1940, après le Traité de Paris, quand la question de l'at-

tribution des anciennes colonies italiennes fut discutée par les quatre grandes puissances — la France, les Etats-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne — elles s'entendirent pour donner l'indépendance à la Libye et à la Somalie. Mais quand vint la question de l'Erythrée, les quatre puissances ne purent se mettre d'accord, à cause de la formidable importance stratégique de l'Erythrée. Le problème fut alors porté devant les Nations-Unies. Les Etats-Unis, qui étaient devenus les nouveaux maîtres néo-coloniaux de l'Éthiopie de Haïlé Sélassié, signèrent un accord avec ce dernier pour lui prêter une assistance militaire en échange d'une base militaire à Asmara, la capitale de l'Erythrée (1). En échange de quoi, les USA feraient pression pour une association fédérale de l'Erythrée avec

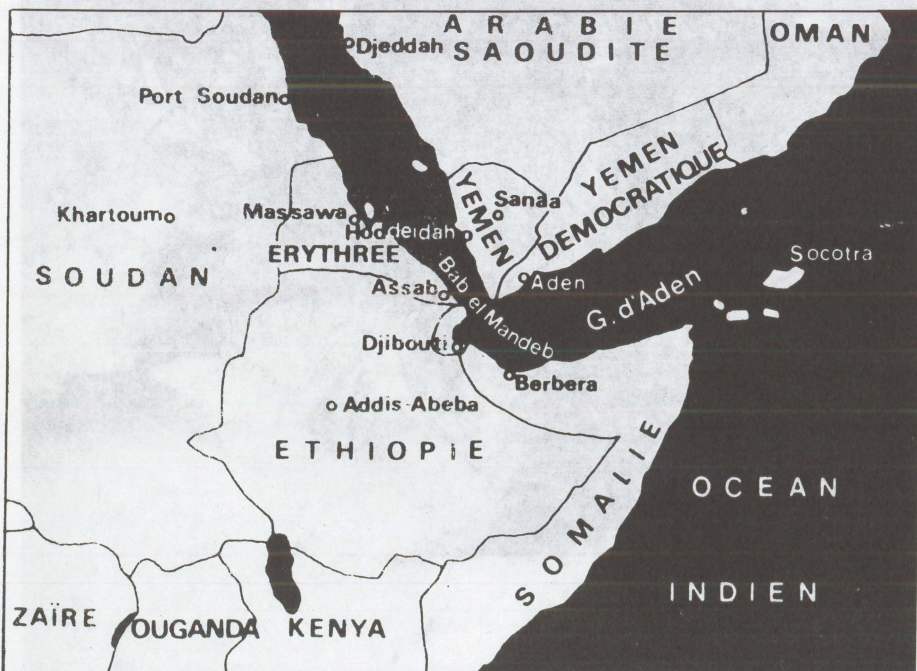
l'Éthiopie, en prévoyant que l'Éthiopie puisse plus tard annexer l'Erythrée.

Grâce à cette entente et malgré l'opposition, à cette époque, de plusieurs pays du tiers-monde et de pays socialistes regroupés derrière l'Union Soviétique et demandant l'indépendance immédiate de l'Erythrée, la résolution des USA présentée aux Nations-Unies fut adoptée, et l'Erythrée fédérée à l'Éthiopie. En 1962, Haïlé Sélassié abrogea unilatéralement la résolution fédérale et annexa purement et simplement l'Erythrée, faisant d'elle la quatorzième province d'Éthiopie. Ainsi, d'un point de vue historique et légal, il apparaît que la question de l'Erythrée concerne la fin du processus de décolonisation en Afrique.

Depuis les années 1940 et 1950, le peuple d'Erythrée, à travers différents organes, a essayé d'obtenir son droit à l'autodétermination par des moyens politiques pacifiques. En 1958, des ouvriers, des étudiants et des intellectuels érythréens participèrent à une manifestation organisée par le Syndicat des travailleurs érythréens, et l'armée éthiopienne ouvrit le feu, blessant 500 personnes. A ce moment, il devint clair qu'il n'y avait pas de possibilités de reconquérir le droit à l'autodétermination par des moyens pacifiques. Aussi fut créé le Mouvement de libération de l'Erythrée, qui avait pour but de préparer le déclenchement d'une lutte armée.

En 1961, la lutte armée éclata dans l'ouest de l'Erythrée. La direction du Front de libération de l'Erythrée (FLE) était alors de nature bourgeoise-féodale, incapable de comprendre correctement la

1. En 1941, le gouvernement américain obtint, avec le consentement des Britanniques, une station de radio qui fut convertie plus tard en la fameuse base d'espionnage de Kagnaw, près d'Asmara.



nature de la société érythréenne et de définir un programme de lutte qui puisse rassembler autour de lui les différentes forces sociales. Autrement dit, la guerre de libération nationale doit, au moins dans sa forme, englober et rassembler toutes les forces nationalistes. Dans son contenu, elle doit être démocratique. Pour la plus grande majorité des Érythréens, qui sont des travailleurs et des paysans, la question de l'indépendance ne signifie pas le remplacement d'un drapeau éthiopien par un drapeau érythréen, mais une transformation fondamentale de la société érythréenne. Aussi, la lutte doit-elle être en même temps nationale et démocratique. Il doit y avoir un programme qui puisse séduire ces forces, qui réalise ces objectifs.

Au début, la ligne politique du FLE n'était pas si clairement définie entre un programme de caractère national ou un programme de caractère démocratique. Aussi y eut-il un conflit au sein du Front, et ce conflit interne conduisit après plusieurs années à une scission en 1970, date à laquelle se constitua le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), en opposition au Front de libération de l'Erythrée.

Pendant 11 ans, ce fut pratiquement la guerre civile. C'était une question de ligne politique. Fallait-il ou non poursuivre une stratégie nationale et démocratique claire avec une orientation socialiste en menant la lutte armée, mais en réalisant en même temps dans les zones libérées des changements sociaux fondamentaux ? La question de la réforme agraire, par

exemple, n'était pas seulement une question de distribution de la terre, mais aussi d'encouragement des fermes coopératives. Etaient également en question la construction des écoles, des hôpitaux, l'extension des soins médicaux, la lutte contre l'analphabétisme et, d'une certaine façon, la préparation d'une nouvelle société.

Ainsi, il y avait deux formes de lutte : d'abord, la lutte armée de libération du territoire pour libérer davantage de zones, davantage de gens et, en même temps, une lutte sociale, politique et économique pour transformer la vieille société en une nouvelle. Ainsi, la lutte devait prendre à la fois un caractère national et de classe. La position du FLE était la suivante : « *Battons-nous d'abord, chassons le colonialisme éthiopien, et ensuite nous verrons, après l'indépendance, le problème de la lutte des classes.* » C'était une théorie étapiste très classique. Pour nous, les deux batailles devaient être menées simultanément. Voilà ce qui forme en gros notre principe politique.

— Pouvez-vous nous donner des détails sur la nature de la société érythréenne ? Pouvez-vous également nous donner plus d'informations sur le type d'organisation mise en place dans les zones libérées ?

— Pour comprendre la société érythréenne d'aujourd'hui, il faut également faire un petit retour en arrière sur la période de domination italienne, en particulier la période fasciste après la prise de pouvoir de Mussolini. Ce dernier avait

pour projet la création d'un immense empire italien d'Afrique de l'Est, pour lequel l'Erythrée devait servir de tremplin. Ainsi commença un processus d'industrialisation rapide. Des voies ferrées, de grandes routes furent construites, des forts furent agrandis, des villes furent créées et des usines implantées. Cela eut pour résultat que, sur une période relativement courte, de 1920 à 1940, une industrialisation rapide eut lieu, à tel point que dans les années 1940, 20 % environ de la population érythréenne était urbanisée. C'était un des taux d'urbanisation les plus élevés du tiers-monde.

C'est à ce moment qu'un processus d'intégration économique eut lieu. Plusieurs parties de l'Erythrée furent mises en contact, grâce aux communications, à l'urbanisation et à l'industrialisation. Des gens de toutes les conditions sociales, provenant de diverses régions et de nationalités différentes se rencontrèrent. Cela constitua les éléments de base du nationalisme érythréen.

Vous avez donc là la base du nationalisme érythréen, avec pour avant-garde une nouvelle force sociale. Cela signifie que 80 % de la population est constituée de paysans. 60 à 70 % de ceux-ci sont des ouvriers agricoles, les autres des petits propriétaires, etc. Ainsi, on peut décrire la société érythréenne comme une société fondamentalement capitaliste-féodale. A la campagne, il existe des rapports de production féodaux.

Dans notre programme national démocratique, nous essayons de donner le rôle dirigeant au prolétariat. La consolida-

Villageoises se protégeant des bombardements à Barasole, en 1977. (DR)



tion du rôle dirigeant de la classe ouvrière ne peut être garantie que s'il existe une alliance ouvriers-paysans solide dans laquelle, bien entendu, les intellectuels révolutionnaires jouent aussi un rôle très important. Aussi, d'une certaine façon, lorsque nous parlons de la révolution nationale démocratique en Erythrée, il s'agit d'une révolution qui cherche à libérer l'Erythrée du colonialisme éthiopien, mais en même temps qui cherche à libérer le peuple érythréen de l'arriération non seulement capitaliste, mais aussi féodale. Notre Front est un front national démocratique avec des tendances socialistes.

— Pensez-vous donc que les zones libérées constituent une sorte de préfiguration d'une société future ?

— Ce que je peux vous dire aujourd'hui, c'est que les zones libérées représentent au moins 85 % de l'Erythrée. Il y existe un véritable pouvoir sans Etat. Nous avons une infrastructure très bien organisée, qui fonctionne dans toutes les zones libérées. Nous avons une série d'écoles et d'hôpitaux. Nous avons ce que l'on peut considérer comme la future base industrielle de l'Erythrée et nous fabriquons la plupart des choses dont nous avons besoin, y compris les produits médicaux, etc. Ainsi, économiquement, socialement et politiquement, nous avons l'embryon du fonctionnement d'un système étatique.

Je peux vous donner plus de détails sur la façon dont nous nous organisons au niveau du village dans les zones libérées. Voyez-vous, bien que nous pensons représenter le peuple, nous nous battons pour que le peuple puisse décider de son avenir. Ainsi, au niveau du village, il existe une assemblée populaire qui fonctionne de manière autonome du FPLE. Elle élit ses propres dirigeants. L'assemblée générale élit son propre comité exécutif, avec des sous-comités de la sécurité, de la terre, de l'administration, de la milice, etc. Vous avez donc cette organisation au niveau du village qui descend au niveau de la rue et qui remonte jusqu'au niveau national, jusqu'à l'Assemblée, corps législatif qui élit également le gouvernement.

Du point de vue de la réforme agraire, les paysans sont classés en trois catégories : les pauvres, les moyens et les riches. En ce qui concerne notre programme d'éducation politique et ce qui nous guide dans notre action, nous œuvrons à la prise du pouvoir politique par les couches les plus pauvres de la paysannerie en alliance avec la paysannerie moyenne. Bien sûr, les paysans riches, dans la mesure où ils acceptent notre programme de redistribution des terres, sont les bienvenus pour participer à la révolution démocratique nationale.

Notre lutte est l'une des plus longues luttes de libération nationale de l'histoire. Depuis 1961 jusqu'à, disons, 1974, la lutte était fondamentalement une lutte de guérilla. De 1974 à 1976, la lutte était plus ou moins mobile. De 1976 à 1978, ou ces neuf dernières années, la guerre a été une guerre conventionnelle. Mais de

tout temps, nous avons mené trois types de guerre. Nous avons mené une guerre de position, une guerre de tranchée, pour défendre les zones libérées ainsi que les villes libérées, et nous avons mené une guerre mobile pour détruire des garnisons éthiopiennes dans les zones contestées ou pour libérer de nouveaux territoires. Et enfin, nous avons continué à utiliser une méthode de guérilla dans différentes régions de l'Erythrée, pour empêcher les ravitaillements de l'ennemi et saboter ses lignes de communication.

Il n'existe pas de statistiques exactes, ou du moins je n'en possède pas, mais je vais vous donner un exemple qui vous montrera à quel point cette guerre est coûteuse. En 1982, les Ethiopiens ont lancé leur première grande offensive officielle, en fait leur sixième offensive, ou Opération Etoile rouge. Durant quatre mois d'assauts ininterrompus, ils perdirent toutes les batailles et 4 300 hommes furent tués ou portés disparus. A partir du 7 juillet 1982, lorsque nous avons libéré la ville de Barentu en 51 jours de combat, ils perdirent 11 450 hommes, dont 4 200 furent tués, 1 050 capturés et 6 000 blessés. Il y a maintenant environ 10 500 hommes de troupe ou officiers éthiopiens qui sont prisonniers de guerre. Pour obtenir le nombre total de tués et de blessés, il faut multiplier cela au moins par quinze ou vingt. De notre côté également, la guerre de libération a dû nous coûter environ 100 000 morts et blessés civils. Du côté éthiopien, le chef du Département politique de l'armée éthiopienne a déclaré, en 1984, qu'ils avaient perdu, de 1978 à 1984, entre 150 000 et 200 000 hommes. La guerre est faite la plupart du temps de combats corps à corps. Les Ethiopiens nous sont supérieurs en ce qui concerne l'armement lourd, ils ont plus de tanks et plus d'artillerie. Nous compensons cela en combattant d'une manière rapprochée, en utilisant principalement des grenades à main.

— A la fin des années 1970, des Cubains et des officiers et conseillers soviétiques étaient engagés aux côtés des forces éthiopiennes. Savez-vous ce qu'il en est aujourd'hui ?

— En octobre 1977, nous avons libéré la plus grande partie de l'Erythrée, y compris la plupart des villes principales à l'exception de la capitale et de quatre autres garnisons. A cette époque, l'armée éthiopienne était totalement défaite. Jusqu'à ce moment, elle était soutenue par les Etats-Unis et Israël. Elle était battue et la chute d'Asmara n'était plus qu'une question de temps. C'est alors qu'eut lieu l'intervention soviétique sur une grande échelle. L'armée cubaine arriva, mais elle était principalement engagée dans la guerre entre l'Ethiopie et la Somalie, pour le contrôle de l'Ogaden. Ceux qui arrivèrent en Erythrée furent les unités mécanisées de l'armée du Sud-Yémen, l'armée de l'Allemagne de l'Est, des conseillers soviétiques et environ 3 000 experts militaires.

Toute l'opération en Ethiopie était dirigée par le maréchal Wassily Petrov, vice-ministre de la Défense de l'Union Soviétique et commandant de l'armée de terre de ce pays, qui coordonnait toutes les offensives éthiopiennes. C'est à ce moment-là que le caractère de la guerre se modifia. Il ne s'agissait plus d'une guerre des Erythréens contre les Ethiopiens, car ces derniers étaient battus. Il s'agissait d'une guerre contre l'intervention d'une des principales puissances et de ses alliés. Nous avons fait une évaluation du rapport des forces et nous avons opéré un repli stratégique. Nous nous sommes repliés vers le Nord, où le terrain nous était plus favorable, pour neutraliser l'avantage mécanique de l'ennemi. Depuis lors, de juin-juillet 1978 à la fin de 1983, nous avons mené une guerre défensive.

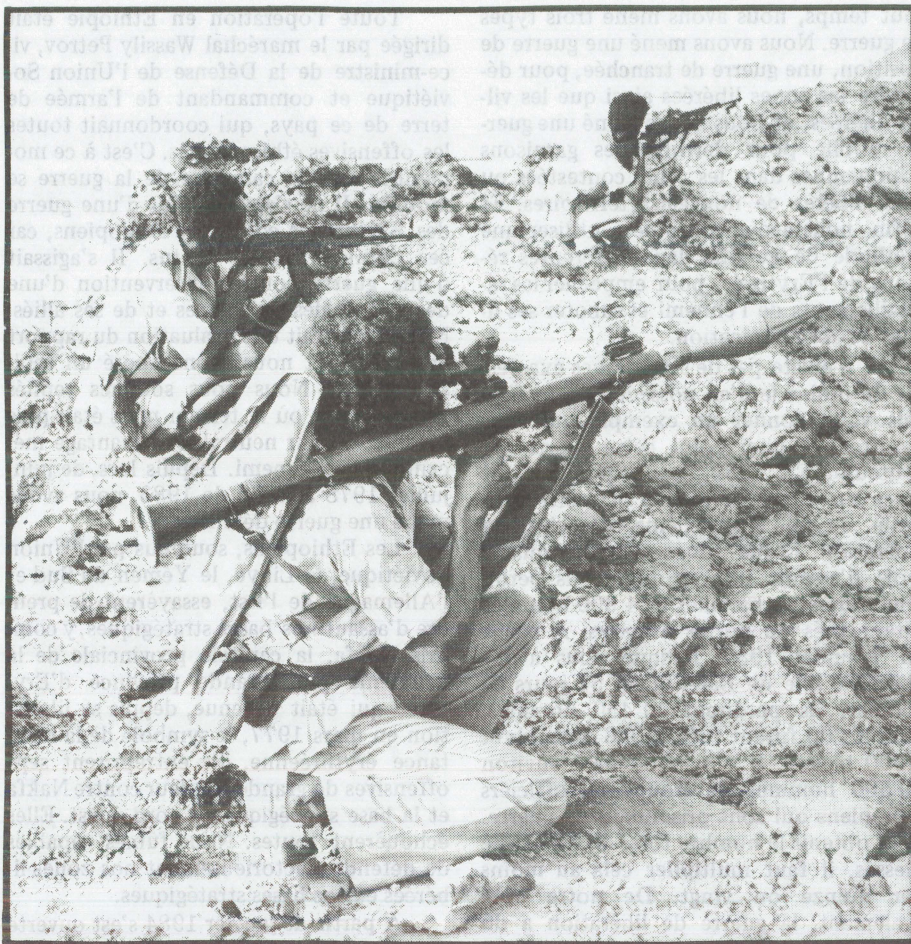
Les Ethiopiens, soutenus par l'Union Soviétique, la Libye, le Yémen du Sud et l'Allemagne de l'Est, essayèrent de prendre d'assaut nos bases stratégiques, y compris Nakfa, la capitale provinciale de la deuxième plus grande province d'Erythrée qui était devenue, depuis sa libération en mars 1977, le symbole de la résistance érythréenne. Ils entreprirent sept offensives de grande ampleur contre Nakfa et la base stratégique du nord-ouest. Elles échouèrent toutes. Nous fûmes capables de défendre victorieusement nos zones libérées et nos bases stratégiques.

A partir de janvier 1984 s'est ouverte une nouvelle phase de la lutte. Nous l'appelons la phase de transition de la stratégie défensive à la stratégie offensive. Au cours de cette phase, nous avons libéré, en janvier 1984, la ville de Tessenei. Nous avons libéré la bande côtière du Sahel du nord-est en mars 1984. Et au cours d'une opération éclatante contre une base de l'armée de l'air éthiopienne à Asmara, nous avons détruit au sol 33 avions éthiopiens et nous avons avancé sur tous les fronts. Nous avons également libéré en juillet dernier la ville de Barentu.

Ainsi, globalement, nous avons pu modifier le rapport des forces. Nous ne sommes pas encore passés dans une phase offensive, mais nous sommes sur le point de le faire. Mais cette période de transition peut encore prendre du temps, elle peut nécessiter plusieurs engagements. Peut-être allons-nous libérer des villes, nous retirer, en libérer d'autres ou avancer. Tout cela dépend du rapport des forces à un moment donné et dans un endroit précis. Cela signifie que pratiquement toute la population est mobilisée.

— L'URSS, l'Allemagne de l'Est, le Sud-Yémen et Cuba ont-ils accentué leur présence récemment ?

— L'Allemagne de l'Est et le Sud-Yémen, oui, mais pas les Cubains. Ils ont refusé de participer à la sixième offensive. Ils ont dit que la question érythréenne était une question à part : « Nous ne pouvons pas nous battre contre des Erythréens », ont-ils affirmé. Ils jouent un rôle sur le front avec la Somalie, ce qui équivaut à une participation indirecte ici, car ils ont des milliers d'hommes de trou-



Combattants érythréens. (DR)

pe en Ogaden, ce qui permet à l'armée éthiopienne de tourner ses forces contre l'Erythrée. Ainsi, il s'agit d'une intervention indirecte. On ne peut donc pas dire que les Cubains ne jouent aucun rôle, mais il est indirect en Erythrée.

— Quel rôle les femmes jouent-elles dans la lutte ?

— On peut dire que les femmes jouent un rôle extraordinaire. Environ 30 % de notre armée est composée de femmes. Les femmes occupent des positions à tous les niveaux dans le Front. Il n'existe pas de domaine dans le FPLE où les femmes ne jouent pas un rôle très important. Elles sont combattantes, commandantes, elles sont présentes dans tous les domaines. Elles sont cadres, dirigeantes, etc. Ceux qui ont visité des pays où des luttes de libération nationale se sont déroulées, le Vietnam, la Chine, l'Angola, le Mozambique, disent que c'est en Erythrée que le rôle pratique des femmes est le plus avancé. Bien que dans certaines régions de l'Erythrée il existe une très grande tradition féodale — elles sont toujours voilées et dans certaines régions, les femmes ne peuvent même pas regarder leurs maris —, malgré tout cela, dans ces régions, des femmes dirigent aujourd'hui les assemblées populaires.

Les changements intervenus dans la place des femmes dans la société érythréenne sont véritablement révolutionnaires. A l'intérieur du Front et dans la société érythréenne dans son ensemble, nous avons réussi à détruire tous les obs-

tacles légaux à l'égalité. Nous avons pu mettre en place les infrastructures essentielles qui, plus tard, amèneront une libération complète. Nous pensons que la garantie pour l'égalité des femmes réside dans leur place dans le processus de production. C'est cela le socle principal. Mais la lutte à ce sujet doit continuer, nous ne pouvons nous contenter de ce qui a été fait.

— Quelles ont été les conséquences de la famine sur la lutte de libération en Erythrée ?

— Il n'a pas plu depuis quatre ans. Nous avons eu une sécheresse terrible. Les régions les plus touchées ont été le nord de l'Ethiopie et l'Erythrée. Dans le nord de l'Ethiopie, environ un million de personnes sont mortes. L'Erythrée a été la plus touchée mais, par nos efforts, nous avons pu sauver des centaines de milliers de personnes.

En Erythrée, les problèmes posés par la famine ne sont pas seulement la conséquence d'une catastrophe naturelle, ils sont aussi le produit de la politique de guerre menée par l'Ethiopie. Dans toutes les zones libérées, l'armée de l'air éthiopienne bombarde les fermes, les écoles, les hôpitaux. Le régime militaire tente d'utiliser la famine comme une arme pour contraindre le peuple érythréen à capituler et pour affaiblir la résistance. La sécheresse existe, mais si nous avions la paix, nous avons des ressources que nous pourrions utiliser. Tout ce dont nous avons besoin, c'est de béton et d'acier pour construire

des barrages. Dans une large mesure, le désastre que connaissent l'Ethiopie et l'Erythrée est causé par l'homme, car les ressources humaines et matérielles disponibles sont détournées pour les besoins de la guerre.

Nous essayons d'obtenir le respect de nos droits d'êtres humains et de nos droits démocratiques en tant que peuple, et les Ethiopiens veulent nous les refuser. Nous menons une guerre juste et les Ethiopiens une guerre injuste, dont les conséquences sont désastreuses. Il y a beaucoup de destructions. Les Ethiopiens détruisent des villages dans les zones libérées, ils détruisent les stocks, ils détruisent même les barrages que nous avons construit pour l'irrigation. Ainsi, la guerre menée par l'Ethiopie a énormément contribué à la famine.

Nous avons essayé, quant à nous, d'en minimiser les conséquences. Durant toute l'année 1985 par exemple, nous nous sommes attachés à fournir de l'aide aux gens. Notre principale priorité est la guerre, mais une grande partie de nos efforts a aussi consisté à lutter contre la famine. Nous avons établi 43 centres de ravitaillement dans les zones libérées. Nous avons pu dissuader des gens de franchir la frontière du Soudan et, avec l'aide de l'Association érythréenne de secours, nous avons pu leur fournir de l'aide. Mais l'aide que nous avons obtenue est insuffisante, aussi, on ne peut pas dire que nous ayons résolu le problème.

— Quelle sorte d'aide internationale avez-vous reçu ?

— Nous avons reçu de l'aide des pays scandinaves et d'organisations non gouvernementales d'Europe et d'Amérique du Nord. Au départ, cette aide atteignait environ 5 % de nos demandes, et elle est aujourd'hui au niveau de 15 %. Comparée à nos besoins, cela ne représente vraiment pas grand chose. Nous avons demandé au gouvernement éthiopien un cessez-le-feu. Le gouvernement éthiopien a reçu beaucoup d'aide humanitaire qu'il utilise pour nourrir son armée. Nous avons demandé aux organisations non gouvernementales, et même aux gouvernements qui apportent une aide, d'organiser eux-mêmes la distribution. Nous sommes favorables à un cessez-le-feu, afin que ces organisations puissent distribuer leur aide, dans les zones contrôlées par l'Ethiopie tout comme dans les zones libérées.

Nous avons également demandé une solution pacifique de la question érythréenne. Le problème de la famine et de la sécheresse a été aggravé par le refus des responsables éthiopiens d'accepter nos propositions et par leur volonté de continuer la guerre pour chercher à tout détruire dans les zones libérées. Leur politique est de nous affamer pour nous soumettre et de forcer les gens à fuir au Soudan.

Propos recueillis
par Jean-Jacques LAREDO,
4 octobre 1985.

La longue marche du PCI

LA défaite électorale du 12 mai 1985 a provoqué dans le Parti communiste italien (PCI) un débat qui par sa durée, son ampleur et la portée des différenciations qui se sont manifestées, dépasse celui qui avait eu lieu en 1956 à la suite de la dénonciation des crimes de Staline au XXème Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) (1).

Ouvert par le comité central qui a suivi les élections et poursuivi au cours de deux autres sessions du même organisme, en juillet et en décembre 1985, et à l'occasion du festival de l'Unità en septembre 1985, ce débat a été dans sa quasi totalité

public.

La presse quotidienne et hebdomadaire du PCI a publié des tribunes libres et diffusé de longs compte-rendus des réunions du comité central.

La presse bourgeoise — de la Repubblica au Corriere della Sera — est intervenue de son côté en ouvrant ses colonnes aux déclarations, interviews, articles des différents dirigeants du PCI ainsi qu'aux commentaires de dirigeants d'autres partis et d'intellectuels connus (2).

Livio MAITAN

Synthétisons d'abord les grandes lignes du débat à partir du mois de juillet 1985. L'aile droite du PCI s'est efforcée de mieux définir son profil sur des thèmes de portée générale. C'est le principal dirigeant de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), Luciano Lama, qui en est apparu comme la figure de proue. Le 25 mai dernier, il avait déjà donné à la Repubblica une interview, qui avait provoqué des remous parmi les membres du PCI, qui n'aiment pas que leurs dirigeants utilisent la presse bourgeoise pour y exprimer des points de vue particuliers. Luciano Lama expliquait, entre autres, que le PCI devrait désormais se placer dans l'optique d'une lutte pour améliorer le système social actuel et renoncer à tout exercice conceptuel abstrait sur la « fuoriuscita » (« sortie ») du capitalisme (3).

Le 19 juillet suivant, il revenait à la charge dans le quotidien du parti. Faisant l'éloge de la social-démocratie allemande, il ajoutait : « Je pense que la plupart des communistes italiens, s'ils étaient en Allemagne (...) seraient dans le SPD ». Le 4 octobre, dans une interview au Corriere della Sera, Lama réitère qu'il n'y a « aucun sens, aucune signification » à parler de « sortie » du capitalisme. Précisant sa pensée, il déclare : « Je suis installé dans cette société et il y a des valeurs de ce système que je ne veux pas perdre (...) la liberté, la démocratie, mes droits comme individu ». On ne saurait mieux exprimer le sentiment moyen d'un démocrate bourgeois.

COMMUNISTES ITALIENS OU SOCIALIAUX-DÉMOCRATES ALLEMANDS ?

Un autre porte-parole de la droite, Guido Fanti, actuellement vice-président du Parlement européen, qui reflète la sensibilité des élus locaux, a repoussé au comité central de juillet 1985 les critiques que certains avaient adressées

aux municipalités de gauche. D'après lui, les échecs électoraux du PCI tiennent au fait que ce parti n'a pas su esquisser « des orientations générales de gouvernement national » correspondant aux conceptions et aux pratiques qui s'étaient affirmées au niveau des communes, des provinces et des régions. En d'autres termes, selon lui, l'intégration dans les institutions n'avait pas encore été poussée jusqu'au bout.

Toujours au comité central de juillet 1985, Sergio Segre, lui aussi député européen, avait pris à partie ceux qui avançaient l'idée d'une Europe non alignée. Il ne fallait pas mettre en question sous quelque forme que ce soit l'appartenance à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et la fidélité à l'alliance avec les pays occidentaux.

Pour en venir à la gauche du PCI, Ingrao a insisté notamment sur sa critique du Parti socialiste italien (PSI) dont l'hostilité au mouvement pacifiste révèle à quel point il est « prisonnier de la logique impériale américaine ». Ingrao n'a pas oublié par ailleurs d'ajouter que le PCI lui-même est responsable de la démobilisation du mouvement contre la guerre. La critique du PSI était également l'axe central d'une lettre de la cellule d'entreprise de chez Piaggio (Pontedera), très dure aussi à l'égard des directions syndicales : « Si nous voulons représenter une alternative à ce système de pouvoir, il doit être clair que dans beaucoup de cas et nombre de situations nous devons aussi représenter une alternative au PSI, intégré dans ce système » (L'Unità, 7 août 1985).

Un autre représentant de la gauche, Cossutta, a été plus actif qu'Ingrao pour se présenter comme le principal opposant aux dérapages programmatiques de la majorité. Par exemple, au comité central de juillet, en réponse à « ces camarades qui posent explicitement comme point central du débat la question de savoir s'il faut renoncer à toute hypothèse de lutte pour la sortie » du capitalisme, il a nié que « les contradictions du capitalisme aient cessé d'avoir un rôle déterminant dans la

vie sociale et économique ». On ne saurait donc renoncer à la lutte pour le dépassement du capitalisme en Italie et plus généralement en Occident. Il est revenu sur la même idée dans un article paru un mois plus tard dans l'Unità du 21 août : « Rien n'a plus vieilli que de prétendre améliorer la société en s'adaptant à la gestion des règles du jeu capitaliste : c'est du déjà vu et qui a fait faillite ». Malheureusement dans le même article, il confirmait son accord avec « la ligne gradualiste qui marque l'histoire du parti » en se réclamant aussi bien des idées de Togliatti que de Berlinguer. Enfin, au festival de l'Unità il a déclaré ne pas être « convaincu » du projet de « pacte entre les producteurs » — à savoir entre travailleurs et patrons — qui reste un leitmotiv de l'orientation majoritaire.

Pour sa part, le groupe dirigeant qui se place au centre autour de Natta (4), secrétaire national du PCI, tout en niant qu'il existe une crise d'identité du parti, s'est quand même préoccupé de réaffirmer cette identité à trois niveaux. Tout d'abord, il réaffirme le rôle central de la classe ouvrière en rappelant que « les masses des travailleurs dépendants n'ont cessé d'être les protagonistes de la lutte pour des rapports sociaux nouveaux ». En

1. Voir à ce sujet l'article de Livio Maitan paru dans le numéro 201 d'Inprecor du 22 juillet 1985.

2. Au festival de L'Unità, qui a duré plus de deux semaines et auquel ont participé des centaines de milliers de personnes, ont été invités des dirigeants du PSI et d'autres partis gouvernementaux (dont des ministres), des dirigeants syndicaux et des dirigeants d'organisations patronales, des dirigeants d'entreprises de l'Etat. Ont aussi pris la parole des hommes politiques et des intellectuels étrangers. Entre autres, un débat a eu lieu entre le démocrate nord-américain McGovern et un porte-parole de la bureaucratie soviétique, Kovalski, conseiller du comité central du PCUS en matière de politique internationale.

3. Nous traduisons par « sortie » le mot « fuoriuscita » utilisé couramment au PCI. « Fuoriuscire » signifie littéralement « sortir dehors ». Une telle terminologie a été introduite pour mieux exprimer les conceptions gradualistes du parti.



Berlinguer lors de la campagne électorale de 1979. (DR)

deuxième lieu, il précise le profil actuel du parti : « le PCI est et veut être un parti démocratique moderne, réformateur, et une force authentiquement socialiste, indissolublement liée au destin de l'Italie, à la vie et au sort de la gauche européenne, liée à toutes les forces de libération, d'émancipation et de progrès du monde entier ». Il défend les idées « de liberté, libération, justice, égalité et de solidarité » de même que « l'idée que les rapports de production issus des structures capitalistes ne représentent pas un parachèvement de l'histoire humaine et une application des lois naturelles ». En troisième lieu, il confirme la « conception de l'alternative » comme axe stratégique à moyen, voire à long terme (5).

Nous reviendrons sur l'« alternative » à propos du débat sur les textes préparatoires au congrès d'avril 1986. Soulignons ici que, dans la période à laquelle nous nous référons actuellement, les porte-parole du « centre », conscients des difficultés qu'ils ont à expliquer leur stratégie, se sont engagés surtout sur ce terrain. Malheureusement, le plus souvent, ils se sont adonnés aux plaisirs des jongleries conceptuelles et verbales. Achille Occhetto, le principal champion en la matière, mérite d'être cité. Dans un article paru dans *Rinascita* du 13 juillet 1985 et titré « De nouvelles idées-forces pour la gauche européenne », en partant d'un essai du social-démocrate allemand Peter Glotz, il se prononce pour une « revalorisation du marché », mais — précise-t-il — à la condition qu'en même temps on se pose « la véritable question du temps qui surgit devant nos choix

politiques, à savoir celle d'une reconquête collective de la valeur d'usage, capable d'aller au delà de toute utopie néo-seigneuriale ». Nous avouons ne pas comprendre exactement de quoi il retourne. Mais nous espérons être en bonne compagnie.

Il est vrai que l'auteur fait de son mieux pour nous aider. Il explique un peu plus loin qu'il faut « dépasser la fausse alternative entre étatsisme et néo-libéralisme » et « introduire un nouveau libéralisme dans les grands processus de socialisation en cours ». Il conclut : « la solution des nouveaux problèmes n'est nullement facile, elle n'est pas inscrite dans les textes de Marx ni dans ceux de Keynes. Si nous ne voulons pas être défaits par Reagan et par Friedman, les leçons de Marx et de Keynes sont d'une certaine façon incontournables ». La synthèse qu'on nous propose est judicieuse, mais qu'il s'agisse d'idées nouvelles, c'est une autre paire de manches.

Dans un deuxième article paru dans *Rinascita* du 27 juillet 1985, notre auteur proclame qu'il faut « dépasser le vieux révolutionnarisme et le vieux réformisme (...) Même l'affirmation de la nécessité d'une sortie du capitalisme doit être présentée sous forme de problématique ». Ici, le fond de la question semble plus clair. Le groupe dirigeant du PCI ne veut pas proclamer sans détour qu'il est pour le dépassement du capitalisme, car cela lui créerait des difficultés dans ses projets politiques actuels et les alliances qu'il appelle de ses vœux, mais il ne veut pas non plus dire ce que dit par exemple Lama, de peur de trop diluer l'identité du parti et

de trop « désespérer Billancourt », c'est-à-dire ces militants et ces cadres qui rechignent à croire que la lutte contre le système capitaliste n'est plus qu'une lubie archaïque.

PCI, MOUVEMENT OUVRIER EUROPÉEN ET RÉFORMISME

En soulignant à l'époque les éléments nouveaux apparus dans les prises de position du PCI après l'instauration du régime de Jaruzelski en Pologne, nous avions attiré l'attention sur sa décision de maintenir désormais « des rapports avec tous les partis communistes de même qu'avec toute autre force socialiste, révolutionnaire et progressiste, sans lien privilégié avec qui que ce soit » (6). Il faut constater maintenant — pour anticiper sur l'analyse des thèses pour le XVIIIème

4. Natta rejette cette caractérisation de « centre » aussi bien en ce qui le concerne qu'à l'égard de ses prédécesseurs : « C'est purement arbitraire sur le plan de l'appréciation historico-politique — écrit Natta — de définir la ligne de Togliatti et ensuite celle de Longo et finalement celle de Berlinguer, comme si ce qui est présenté par un jargon abusif comme leur "centrisme" et que nous définissons plus correctement comme une lutte permanente contre l'extrémisme et l'opportunisme, était, en substance, une sorte d'équilibre statique, une absence de choix résolus » (*L'Unità*, 8 octobre).

5. Voir le rapport de Natta au comité central du juillet 1985, *L'Unità* du 23 juillet.

6. Voir la déclaration de la direction du PCI du 30 décembre 1981, citée dans l'article de Livio Maitan : « Les rapports du PCI avec l'Union soviétique », *Inprecor* numéro 121 du 22 mars 1982.

congrès — que la liste des partenaires du « nouvel internationalisme » du PCI s'est allongée. Elle inclut également « les forces démocratiques laïques ou d'inspiration chrétienne ou catholique, les syndicats, les mouvements pacifistes et écologistes ».

La différence entre les liens qui devraient unir les partis ouvriers et le soutien à des mouvements progressistes de toutes sortes s'estompe davantage. Mais l'essentiel est que dans la pratique et dans le débat politique et programmatique en cours, le PCI ne met plus tous les partis ouvriers sur le même plan. Il est beaucoup plus intéressé aujourd'hui à avoir des rapports avec des partis sociaux démocrates qu'avec des partis communistes comme, par exemple, le Parti communiste français (PCF) ou le Parti communiste portugais (PCP). En fait, la lecture de son quotidien et de son hebdomadaire ne permet pas le moindre doute : les points de référence essentiels du PCI sont les social-démocraties d'Allemagne et de Suède.

En ce qui concerne la première, *Rinascita* y consacre, par exemple, un article de son spécialiste, Mario Telo, qui présente sous un jour tout à fait favorable le nouveau programme du SPD. Nous avons déjà vu, par ailleurs, que le PCI se réfère constamment aux thèses du social-démocrate allemand Peter Glotz. Ce nouveau programme serait surtout caractérisé par l'idée d'« une alliance sociale pour l'emploi financée surtout par le sacrifice dans un esprit de solidarité » et par l'élargissement du « grand pacte social », qui ne comprendrait plus seulement les « trois acteurs traditionnels » (SPD, syndicats et patronat), mais aussi la Banque centrale (concept de *Globalsteuerung*, direction globale, nous explique l'auteur). Il y a quand même une difficulté : « les industries privées ne partagent ni l'objectif prioritaire (l'emploi), ni ses sources de financement, ni ses formes de réalisation ». Un petit détail, dont Telo semble ignorer la cause. En dépit de tou-

tes les nouveautés, l'économie allemande comme toute économie capitaliste est toujours régie par le profit et tout le reste n'est que littérature aux yeux d'« alliés sociaux » comme les patrons et les banques.

En ce qui concerne la social-démocratie suédoise, la presse du PCI a salué en termes enthousiastes ses derniers exploits électoraux. *L'Unità* du 14 septembre 1985 a consacré à la Suède toute une page et titré son éditorial du 17 du même mois « Où on a pas baissé la tête ». *Rinascita* du 28 septembre 1985 a publié un article intitulé « L'exemple suédois » dans lequel Mario Telo rejette l'idée de l'« exceptionnalité suédoise » et se pose la question de savoir « si le processus de renouveau qui avait préparé le retour de Palme au pouvoir seulement six ans après n'indique pas et n'anticipe pas une nouvelle phase de développement possible du mouvement syndical et du socialisme européen ». Une seule réserve : la social-démocratie suédoise maintient une « stratégie socialiste nationale » alors que le « SPD est plus nettement pro-européen ». Telo ne semble pas se demander si cela à quelque chose à voir avec les orientations différentes des deux bourgeoisies respectives (7).

Comme nous l'avons vu, Natta caractérise le PCI comme un parti réformateur. Plus généralement, le groupe dirigeant continue à éviter les mots « réformiste » et « réformisme ». Même dans les débats récents certains de ses représentants ont expliqué que la différence entre la social-démocratie classique et le PCI résidait dans le fait que les sociaux-démocrates n'ont lutté, en dernière analyse, que pour modifier la distribution des revenus alors que le PCI veut introduire des réformes structurelles. Mais une telle réduction de la politique social-démocrate — qui n'est qu'un camouflage tactique, si non une automystification — est désormais ouvertement contestée, par exemple, dans un article du député Augusto Barbera.

De son côté, Rosario Villari, membre

du comité central, a insisté sur la nécessité pour le parti de tirer toutes les conséquences de l'acceptation de la « démocratie politique » comme « valeur universelle », à savoir de préciser explicitement et sans réserve que son approche de la « transformation socialiste de la société » ne peut être que « réformiste et graduelle ». Le même Villari a expliqué au comité central de décembre qu'au lieu de proclamer « des perspectives idéales de solutions définitives et d'élaborer des projets abstraits », il fallait « valoriser les conquêtes, les réformes que le mouvement ouvrier a réalisées dans son histoire ». L'historien Giuliano Procacci, membre de la commission générale de contrôle du PCI, est encore plus explicite dans la revalorisation des réformistes. Il écrit : « Les réformistes ont représenté la composante la plus constructive, la plus capable et même la plus efficacement combative du mouvement ouvrier italien ».

LES THESES POUR LE XVII CONGRES

Les thèses que le comité central du PCI a adopté début décembre 1985 ne reflètent que partiellement toute la problématique soulevée dans les débats qui se sont déroulés pendant plus de six mois. En fait, elles ne comportent aucune nouveauté importante. Elles ne font que reformuler, le plus souvent dans les termes utilisés au cours des dernières années et même au congrès de 1983, la ligne stratégique réformiste du parti, son approche des problèmes internationaux et sa conception du centralisme démocratique. Le document programmatique, qui a été voté en même temps, reprend avec des variations mineures les axes et les objectifs spécifiques d'autres textes de même nature (8).

Plus que d'analyser les textes en tant que tels, il est donc intéressant de se référer au débat sur les amendements dont le quotidien du parti a donné un compte-rendu très détaillé.

Tout d'abord, la majorité a repoussé un amendement présenté par Cossutta, qui disait tout simplement : « Les communistes œuvrent au dépassement du capitalisme ». Le texte reste formulé comme suit : « Dans l'optique des pays développés, le dépassement du système capitaliste est conçu par les communistes

7. Comme nous le disions déjà dans notre article paru dans le numéro 201 d'*Inprecor*, les dirigeants du PCI sont visiblement gênés par le bilan des gouvernements socialistes en France et en Espagne, dont la stratégie n'est pas qualitativement différente de la leur. Ils ne parlent presque pas de l'Espagne et ils prennent de plus en plus leurs distances par rapport à la France. Ils estiment notamment que la politique des nationalisations est dépassée et que la gauche n'a pas fait les efforts nécessaires pour obtenir un soutien actif des masses. Ils laissent entendre qu'au lieu de vouloir gouverner avec 52 %, il aurait été préférable d'envisager des accords plus larges. Voir à ce sujet une réponse de Gilles Martinet, dans *Rinascita* du 7 décembre 1985.

8. Il s'agit d'un programme qui devrait être réalisé par un « gouvernement d'alternative ».



Manifestation du PCI. (DR)



Berlinguer et la dirigeante de droite Simone Veil lors des funérailles d'Amendola. (DR)

italiens non par le biais de grandes ruptures traumatisantes, comme ce fut le cas dans le passé (en fait cela se produisit à la suite des deux guerres mondiales, en Russie et en Chine), mais par un entrelacement complexe de formes économiques où un mode de production et de vie puisse prévaloir sur l'autre ». Les plus droitiers des sociaux-démocrates de l'âge d'or pourraient légitimement porter plainte contre un tel plagiat.

Deuxièmement, alors que le texte du congrès précédent, bien qu'avec des réserves, dénonçait la responsabilité principale de l'impérialisme nord-américain dans la course aux armements, au comité central de décembre tous les amendements allant en ce sens ont été repoussés. A été repoussé également un amendement se prononçant pour « des actes unilatéraux et limités de désarmement » de même qu'un amendement de Cossutta qui indiquait, par ailleurs dans des termes très vagues, à quelles conditions l'Italie pourrait rester dans l'OTAN. A juste titre, Fieschi et Castellina — auteurs eux aussi d'amendements — ont reproché à la majorité de défendre des positions « plus arriérées » que celles de certains partis sociaux-démocrates européens.

Sur le thème de l'« alternative démocratique », dont de multiples interprétations étaient apparues par exemple au comité central de mai, le débat a été encore une fois assez vif, sans que la clarté ne soit pour autant faite. La seule nouveauté réside dans l'utilisation d'une nouvelle formule, celle du « gouvernement de programme » qui serait, paraît-il, un objectif intermédiaire sur le chemin de l'alternative. Il est significatif, en tout cas, que toutes les propositions visant à présenter l'alternative comme une « alternative à la Démocratie chrétienne » ont

été repoussés. Apparemment le compromis historique n'est pas encore enterré.

Des positions opposées se sont exprimées une nouvelle fois sur la question de l'utilisation de l'énergie nucléaire. La majorité a avalisé la ligne déjà adoptée auparavant en se prononçant pour une telle utilisation, « limitée et contrôlée » (9).

Finalement, la majorité a repoussé un amendement souhaitant que le parti établisse des rapports même « formels » avec l'Internationale socialiste et un amendement visant à remplacer la formule « centralisme démocratique », qu'une partie de la droite voulait abandonner, par celle de « méthode de l'unité démocratique ».

En réalité, le débat sur les amendements a été un nouveau round de l'affrontement entre les divers courants ou sensibilités du parti. La droite, dont quelques porte-parole se sont abstenus sur le vote final (10), est peu intervenue sur les thèmes internationaux et cela pour la bonne raison qu'elle estime avoir eu gain de cause sur les points les plus importants : attitude vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Union soviétique, question de l'OTAN et de la lutte pour le désarmement etc. Par contre, elle s'est déclarée peu satisfaite en ce qui concerne les perspectives nationales, c'est-à-dire l'alternative et le « gouvernement de programme ». En effet, c'est sur ce terrain surtout que le centre a exercé sa médiation en imposant des formules susceptibles d'être interprétées selon les préférences de chacun ou suivant les besoins de l'heure.

La gauche, qui s'est abstenue elle aussi (en 1983, Cossutta avait voté contre), s'est manifestée sous trois composantes. La composante ex-PDUP (Parti d'unité prolétarienne) s'est caractérisée en présentant des amendements sur des

questions internationales et un amendement sur le gouvernement de programme allant dans le même sens que celui d'Ingrao sur le même sujet. Cossutta et Cappelloni ont continué une bataille qui dure désormais depuis cinq années en prônant une attitude moins critique envers l'Union soviétique, ce qui, selon eux, serait justifié par le nouveau cours de Gorbatchev, en critiquant les directions syndicales et en revendiquant plus de droits pour les minorités à l'intérieur du parti. Enfin, Ingrao a critiqué lui aussi, partiellement, la bureaucratie syndicale, surtout au sujet de ses pratiques peu démocratiques et il s'est rallié aux amendements de Castellina de l'ex-PDUP sur les questions internationales. Ingrao s'est battu surtout pour un amendement à propos du « gouvernement de programme », qui, d'après lui, devrait être un « gouvernement constituant » du fait que « la question cruciale » serait aujourd'hui celle d'une « réforme de l'Etat » et que la fin du gouvernement des cinq partis « pourrait se présenter comme un passage traumatisant » (11). Le moins qu'on puisse dire est que l'adoption d'un tel amendement n'aurait pas beaucoup modifié l'orientation du parti.

Qui plus est, aucune des composantes de la gauche n'a présenté des amendements sur des thèses capitales, comme celle concernant « le nouvel internationalisme », celle sur la caractérisation de la société italienne, celle sur les perspectives et celle sur les alliances sociales qui prône une « alliance pour le travail et le développement » incluant « les forces de la bourgeoisie industrielle intéressées à se battre contre les déséquilibres et l'arriération ». Cela confirme donc qu'une telle gauche ne constitue pas une alternative face au groupe dirigeant du PCI, dont elle ne remet pas en cause les orientations fondamentales.

Répétons-le, les textes pour le XVIIe congrès ne comportent pas de nouveautés substantielles par rapport aux orientations précédentes du parti et par rapport à ce qui avait été avancé dans le débat après les élections de l'année dernière. Les « novateurs » les plus audacieux en seront, du moins en partie, déçus. Toutefois, des changements et des rectifications que nous avons indiquées, il ressort que les conceptions du groupe dirigeant se distinguent de moins en moins des conceptions social-démocrates.

Le PCI continue sa longue marche dans les institutions de la société bourgeoise et est de plus en plus prisonnier des mécanismes de celle-ci. ■

Livio MAITAN,
le 4 janvier 1986.

9. 89 membres du comité central du PCI ont voté pour, 22 contre et 33 se sont abstenus.

10. Au total, il y a eu 12 abstentions sur les thèses et 8 sur le document programmatique. Personne n'a voté contre.

11. Les cinq formations de l'alliance gouvernementale sont le Parti démocrate chrétien, le Parti socialiste, le Parti social-démocrate, le Parti républicain et le Parti libéral.

L'accord entre Londres et Dublin

Une tentative d'isoler le mouvement républicain

Le pacte connu officiellement sous le nom d'« accord anglo-irlandais » a été signé le 15 novembre 1985 par le Premier ministre britannique, Margaret Thatcher et son homologue irlandais, Garret FitzGerald. La signature a eu lieu dans le cadre d'une cérémonie arrangée pour faire de l'occasion un événement médiatique, au château de Hillsborough dans le comté de Down, lieu qui représente d'ailleurs l'ascendant séculaire des protestants sur le pays.

Ce pacte fut signé après des mois de négociations secrètes et une série de fuites intentionnelles sur leur issue probable.

John MEEHAN

Depuis les grèves de la faim des détenus républicains en 1981 qui réclamaient le statut politique, grèves qui ont conduit, devant l'intransigence de Thatcher, à la mort de dix grévistes, dont Bobby Sands élu député alors qu'il agonisait, Sinn Féin a modifié son attitude vis-à-vis des élections dans les Six Comtés d'Irlande occupés directement par l'impérialisme britannique. Abandonnant sa politique de non participation, le Sinn Féin sous la direction de Gerry Adams, son président et député pour la circonscription de Belfast-Ouest, y a remporté des succès, obtenant environ 13 % des suffrages (ce qui représente environ 42 % des voix de la minorité catholique opprimée) et faisant élire plusieurs dizaines de conseillers municipaux et régionaux. Ceci est à comparer avec les 18 % des suffrages obtenus par l'autre grand parti de la communauté catholique, le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP), qui malgré son nom est une formation bourgeoise-nationaliste, dirigée par l'homme d'affaires John Hume, député de Derry à Westminster (siège du Parlement britannique).

LES RÉACTIONS A L'ACCORD

Le SDLP, qui a été profondément impliqué dans les discussions confidentielles entre Londres et Dublin qui ont précédé la signature de l'accord de Hillsborough, éprouve maintenant le besoin urgent d'en tirer des concessions réelles pour la minorité catholique nationaliste en Irlande du Nord, afin de regagner une partie du terrain qu'il a perdu ces dernières années au profit du Sinn Féin. Son problème, c'est qu'il est clair maintenant qu'il n'y aura justement pas de concessions significatives. La majorité protestante unioniste (c'est-à-dire favorable au maintien de la domination britannique) a exprimé son opposition à l'accord de manière vigoureuse et dans l'esprit de son mot d'ordre traditionnel « Nous ne nous rendrons

pas ! » L'offensive des unionistes a été marquée par une série de discours réactionnaires braillards, notamment de la part du pasteur Ian Paisley, dirigeant du Parti unioniste démocratique (DUP) et député pour Antrim du Nord, par un rassemblement de masse à l'ambiance hystérique à Belfast et par la démission collective de tous les députés unionistes au Parlement britannique, suite à laquelle des élections partielles doivent avoir lieu dans une quinzaine de circonscriptions le 23 janvier 1986.

L'hystérie des unionistes a eu un certain effet d'intimidation sur les nationalistes. Mais d'un autre côté, la mobilisation réactionnaire des protestants leur rappelle crûment leur situation d'opprimés dans les Six Comtés. Cette mobilisation des unionistes poussent aussi les nationalistes à penser que, si les partisans du maintien de la domination britannique rejettent cet accord, peut-être que ce dernier n'est pas sans intérêt pour eux-mêmes. C'est une réaction naïve et erronée. Mais elle a un certain poids notamment dans le Sud du pays, où la population ne subit pas la domination directe, politique et militaire de l'impérialisme britannique ; là, les sondages montrent que la grande majorité de la population est favorable à l'accord.

Cette pression de l'opinion publique au Sud se reflète dans les convolutions du Fianna Fail, parti bourgeois actuellement dans l'opposition, qui se base traditionnellement sur les sentiments nationalistes de la population. Le dirigeant de ce parti, Charles Haughey, a d'abord crié à la trahison en accusant FitzGerald de s'être vendu à la Grande-Bretagne. Le jour suivant la signature de l'accord, Haughey déclarait que celui-ci constituait « un revers astronomique » et que c'était un « mauvais jour pour le nationalisme irlandais ». Quelques jours plus tard, il avait adouci le ton, déclarant devant le groupe parlementaire du Fianna Fail, que son parti ne serait pas le « destructeur de l'accord » si celui-ci pouvait « améliorer

Thatcher et FitzGerald ont tous deux proclamé que l'objectif principal de « l'accord de Hillsborough » était la défaite du Sinn Féin et de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) (1). Voilà le noyau de vérité qu'il faut saisir dans le flot des commentaires qui ont accueilli cet accord, notamment dans la grande presse britannique.

Le but essentiel de l'accord est de maintenir la division de l'Irlande et d'isoler le mouvement républicain. C'est de ce point de vue qu'il faut l'analyser et poser le problème de la nécessaire réponse du mouvement anti-impérialiste.

la condition de la communauté nationale ». Il y a un lien direct entre les hésitations du Fianna Fail et son score dans les sondages, lequel avait baissé dramatiquement. En l'espace d'une semaine son avantage sur la coalition gouvernementale fortement impopulaire formée du Fine Gael (le parti de FitzGerald) et du Parti travailliste, est passé de 11 % à 6 %.

Du côté du Sinn Féin, il n'y avait pas d'hésitation. Dans une déclaration faite immédiatement après la signature de l'accord, Gerry Adams affirmait que le gouvernement de Dublin avait formellement reconnu la partition de l'île, violant ainsi les articles 2 et 3 de la constitution irlandaise. FitzGerald, ajoutait Adams, avait insulté « le peuple nationaliste très patient des Six Comtés », en lui annonçant en gaélique qu'il pouvait enfin à nouveau lever la tête. « C'est parce que nous avons levé la tête » continuait-il « et que nous avons lutté et fait des sacrifices pour nos droits civiques et nationaux que l'on s'est quand même attaqué au problème de la plaie suppurante de l'engagement britannique en Irlande ».

1. Le Sinn Féin et l'IRA constituent les ailes politiques et militaires du mouvement républicain, qui se bat pour la création d'une république irlandaise comprenant les 26 comtés de l'Etat du Sud et les Six Comtés actuellement occupés par l'impérialisme britannique. Le mouvement républicain se place dans la tradition de la république proclamée au cours de l'insurrection de Pâques 1916, de la guerre d'indépendance de 1919-1921 et de la guerre civile de 1922-1923. Le Sinn Féin et l'IRA sont nés d'une scission du mouvement républicain en 1969, époque à laquelle ils ont constitué l'aile dite « provisoire » contre l'aile « officielle » qui a depuis abandonné la lutte nationale à la faveur d'un « socialisme » réformiste stalinien. Depuis, le Sinn Féin a beaucoup évolué politiquement dans le sens de l'élaboration d'un programme comprenant la nécessité d'une lutte à la fois contre l'emprise économique et politique de l'impérialisme britannique sur toute l'Irlande et contre l'occupation directe des Six Comtés, ainsi que sur le plan de l'articulation nécessaire entre lutte armée, lutte de masse et intervention sur le terrain électoral.



La présence militaire britannique en Irlande du Nord. (DR)

D'après Adams, l'accord équivalait à « l'abandon total par le SDLP, le Fine Gael et le Fianna Fail de leurs assurances qu'ils n'accepteraient jamais un règlement interne aux Six Comtés (...) La position du Sinn Féin reste claire. Nous continuerons à donner une direction au peuple nationaliste sur la base de nos principes ». Le président du Sinn Féin précisait que la seule voie valable vers une entente entre les unionistes et les nationalistes serait la levée du veto unioniste (sur l'unification de l'Irlande, ndlr.), dans le cadre d'une Irlande « sans les Britanniques ».

LE CONTENU DE L'ACCORD

Quel est donc le contenu de l'accord de Hillsborough et quelles perspectives en découlent à court et long terme ? Le tout premier article de l'accord déclare que « tout changement du statut de l'Irlande du Nord n'interviendrait qu'avec l'accord du peuple d'Irlande du Nord ». Cette disposition, hormis le fait qu'elle consacre le veto unioniste, est expressément contraire à l'article 2 de la constitution irlandaise, laquelle ne reconnaît pas l'existence d'une entité appelée « Irlande du Nord ». Cet article dit : « Le territoire national consiste en toute l'île d'Irlande, ses îles et ses mers territoriales ». La seule forme de reconnaissance de la situation présente se trouve dans l'article 3, qui dit qu'« en attendant l'unification du territoire national », des lois adoptées par le Parlement de l'Etat du Sud ne seraient valables que pour les 26 comtés. Mais cet article stipule également que ceci « ne porte au-

cun préjudice » au droit de l'Etat à « exercer sa juridiction sur tout ce territoire (national) ». La prétention de l'accord de Hillsborough à n'entériner « aucune dérogation de souveraineté de la part de l'un ou l'autre des gouvernements » est donc absurde.

Par sa duplicité le gouvernement de Dublin risque de se trouver dans une situation très difficile. Peu avant la signature de l'accord, Garret FitzGerald a répété la position qu'il a défendu publiquement depuis plusieurs années : à savoir, que l'article 2 devrait être retiré de la constitution de l'Etat des 26 comtés. Pourtant, avec la lâcheté qui le caractérise, il n'a pas manqué d'ajouter qu'il ne souhaitait pas un référendum sur la question. En effet, il sait bien que ses positions pro-unionistes seraient battues dans une telle consultation. Le Fianna Fail, dont la base est davantage nationaliste, ne serait, quant à lui, pas d'accord avec l'abandon des articles 2 et 3.

En défendant l'accord de Hillsborough, FitzGerald se présente comme représentant du « nationalisme irlandais ». Cela fait naturellement enrager les unionistes, ce qui n'est guère difficile. Mais comment les Britanniques voient-ils les choses ? La réponse à cette question a été donnée dans un discours tenu à Bruxelles le 3 décembre 1985, devant un parterre d'hommes d'affaires, par Tom King, secrétaire d'Etat du gouvernement britannique, chargé de l'Irlande du Nord : « Nous avons maintenant signé un accord par lequel le Premier ministre de la République d'Irlande (du Sud, ndlr.), bien qu'il soit confronté ou qu'il doit

vivre avec une constitution qui contient des aspirations à exercer une souveraineté sur l'Irlande du Nord, accepte cependant qu'en pratique il n'y ait jamais d'Irlande unie » (2).

Furieux d'être astreint à payer les pots cassés par cet arrogant fonctionnaire impérialiste, FitzGerald exigeait des excuses qui lui permettraient de ne pas trop perdre la face. King, dont la faute essentielle fut d'avoir parlé franchement en avouant publiquement ce que tout le monde savait, fit amende honorable au travers d'une déclaration quelque peu embrouillée devant le Parlement britannique. Prétendant n'avoir exprimé qu'une opinion personnelle, il déclara : « Je reconnais que la façon dont je me suis exprimé laissait croire que je considérais que cela était aussi le point de vue du docteur FitzGerald. J'accepte, bien sûr, que cela ne soit pas le cas » (3).

Dans une déclaration, People's Democracy (PD), section irlandaise de la IVE Internationale, commentait ainsi l'événement : « Après le rapport du Forum, Margaret Thatcher disait "non, non, non !" à une Irlande unie (4). Après l'accord anglo-irlandais, Tom King, représentant direct du pouvoir britannique en

2. Irish Press, 4 décembre 1985.

3. Irish Times, 5 décembre 1985.

4. Le Forum pour une nouvelle Irlande, établi en 1983, fournissait un cadre de discussion entre les gouvernements britanniques et irlandais et leurs protégés respectifs en Irlande du Nord, à savoir le SDLP et les unionistes modérés. Il préfigurait les négociations intergouvernementales qui ont conduit à l'accord du 15 novembre 1985.

Irlande, dit que Garret FitzGerald est d'accord sur le fait "qu'il n'y aura jamais d'Irlande unie". Garret, le perroquet de Maggie, ne sait plus où se mettre : il hurle, il proteste. Cela ne changera rien. Il a choisi la voie humiliante et dégradante d'avoir le seul droit de mettre en avant "des idées et des propositions" (pour citer les termes de l'accord) qui émanent de King, de Thatcher, de Jack Hermon, chef de la police nord-irlandaise (RUC) et Cie, dans le cadre de la Conférence anglo-irlandaise (5). Il n'y a "aucune dérogation" de la souveraineté britannique dans cet accord ».

L'Etat du Sud est enfoncé jusqu'au cou dans la collaboration avec l'impérialisme britannique. Cet Etat a été créé en 1921 par une loi adoptée par le Parlement de Westminster. Il a consolidé sa domination au travers d'une guerre civile brutale en 1922-1923 au cours de laquelle des milliers de républicains ont été emprisonnés et des centaines d'entre eux exécutés sans procès. Aujourd'hui encore, les geôles de Portlaoise et Limerick sont peuplées de gens qui prenaient au sérieux les articles 2 et 3 de la constitution. Des tribunaux « spéciaux » sans jurés siègent à Dublin (comme à Belfast d'ailleurs) pour juger les militants anti-impérialistes. La police utilise des méthodes brutales, qui ont été condamnées par Amnesty International.

Par l'utilisation de la section 31 de la loi sur la radio et la télévision, le Sinn Féin n'a pas accès à ces médias. Un tel degré de censure ne s'exerce même pas en Grande-Bretagne ou dans les Six Comtés. L'accord de Hillsborough peut permettre de nombreuses « améliorations » de la collaboration entre l'Etat du Sud et Londres. Par exemple, l'article 8 de cet accord déclare que la Conférence anglo-irlandaise « examinera les zones où la législation criminelle en vigueur au Sud et au Nord pourrait être harmonisée ». Le gouvernement britannique songe-t-il à étendre une variante de la section 31 à toute l'Irlande ? L'accord de Hillsborough lui en ouvre les portes.

Autre exemple de la collaboration éhontée du gouvernement de Dublin avec la Grande-Bretagne : l'extradition du Sud vers les Six Comtés de militants recherchés pour des délits politiques. Jusqu'à récemment, les tribunaux du Sud invoquaient la Constitution de l'Etat pour refuser l'extradition de qui que ce soit vers les Six Comtés pour des délits liés à la lutte des républicains contre les autorités britanniques et unionistes. En 1982, cette politique fut inversée par une décision du premier président de la cour d'appel, ancien député du Fine Gael et ancien militant des Chemises bleues, Tom O'Higgins (6). Ce dernier déclarait que des personnes menacées d'extradition ne pouvaient légitimement prétendre que leurs délits étaient politiques si elles étaient « engagées dans ce que des gens raisonnables et civilisés considéreraient comme de l'action politique ».

Suite à ce changement de politique, Dominic McGlinchey et Seamus Shannon ont été les premiers militants répu-

Les deux Irlande

La république irlandaise fut proclamée au cours de l'insurrection de Pâques 1916 et noyée dans le sang par l'armée britannique qui en fusilla les chefs. Mais deux ans après, les partisans de la république obtinrent une majorité écrasante des sièges irlandais aux élections législatives britanniques de 1918. Les députés républicains n'ont jamais participé au Parlement britannique de Westminster, mais se sont tout de suite constitués en Parlement de la république irlandaise à Dublin. Cette république a mené une guerre d'indépendance contre les Britanniques de 1919 à 1921. En décembre 1921, un accord fut conclu entre des négociateurs irlandais et le gouvernement britannique, accord qui prévoyait la création d'un « Etat libre irlandais » qui resterait membre du Commonwealth britannique et dont le chef d'Etat serait le roi d'Angleterre. Cet accord fut rejeté par le Parlement irlandais. Commença alors une guerre civile entre les partisans de la République et ceux de « l'Etat libre », qui s'est soldée par la défaite des forces républicaines.

Suite à la victoire électorale en 1932 du Fianna Fail, parti d'Eamon De Valera, principal dirigeant des forces républicaines durant la guerre civile, l'« Etat libre » prit le nom d'Eire (Irlande en gaélique) et cessa de reconnaître le roi d'Angleterre avant de devenir la république d'Irlande en 1949, date à laquelle elle quitta le Commonwealth. Les rapports du pays avec l'impérialisme britannique se sont modifiés, mais sans que la domination de ce dernier sur le pays soit brisée.

L'Irlande du Nord, entité complètement artificielle, fut créée en 1921, en détachant de la province irlandaise de l'Ulster 6 des 9 comtés, qui restaient dans le Royaume-Uni. En effet, dans l'ensemble des 9 comtés de l'Ulster, les catholiques étaient majoritaires. Seul quatre d'entre eux possédaient une population à majorité protestante. Les Six Comtés représentent tout simplement le maximum de territoire avec une majorité protestante suffisamment confortable (environ 70 % de la population) pour en faire un Etat confessionnel viable. De 1921 à 1972, cet Etat avait son propre Parlement, connu sous le nom de Stormont, du nom du château où il siégeait. Le Parti unioniste, grand parti de la communauté protestante aujourd'hui divisée en fractions, fut au pouvoir sans interruption tout au long de cette période. Pendant ces cinquante ans aucun catholique ne siégeait au gouvernement. En effet, le Parti unioniste n'acceptait pas de catholiques dans ses rangs.

Suite à la montée du mouvement pour les droits civiques en 1968 et plus tard les mobilisations de masse et la lutte armée dirigées par le mouvement républicain, le gouvernement britannique s'est rendu compte qu'il était impossible de maintenir inchangé le système de domination protestante et dissolva le Parlement de Stormont. Depuis, toutes les tentatives de trouver un compromis entre les différentes parties, acceptables à la fois par les unionistes et les catholiques prêts à collaborer avec Londres, ont échoué, surtout à cause du sectarisme bovin anti-catholique de l'écrasante majorité de la population protestante. Depuis 1972, la province est donc administrée directement par un ministre du gouvernement britannique.

L'hostilité de la population nationaliste et du mouvement républicain à la présence britannique en Irlande et à la partition du pays se reflète jusque dans le vocabulaire utilisé couramment pour parler des deux Etats irlandais. Par exemple, ils ne reconnaissent pas l'entité artificielle d'« Irlande du Nord », parlant plutôt des Six Comtés. Ils n'accordent pas non plus le titre de république au régime pro-impérialiste de Dublin, préférant les termes d'« Etat libre », de « 26 Comtés » ou simplement d'« Etat du Sud ». C'est d'ailleurs la terminologie utilisée par l'auteur de l'article ci-contre. ■

blicains extradés vers le Nord pour des délits politiques. D'autres cas sont actuellement en cours. L'accord de Hillsborough tente de sceller cette trahison en incitant l'Etat du Sud à signer la Convention européenne contre le terrorisme de 1977. Jusqu'ici, Dublin avait refusé de la signer en invoquant l'« exception politique ». A la suite de l'accord de Hillsborough, FitzGerald annonça que le Dail (Parlement irlandais) se plierait maintenant à la demande britannique et signerait cette convention.

L'article 3 de l'accord associe le gouvernement de Dublin à la politique britannique de dévolution du pouvoir « au sein de l'Irlande du Nord sur une base qui obtiendrait un large consensus

dans la communauté ». Cette politique constitue un recul important par rapport à celle des années 1972-1974, connue sous le nom de « partage du pouvoir », et qui accordait explicitement au SDLP un rôle dans un éventuel gouvernement des Six Comtés. Le seul gouvernement formé dans le cadre de cette politique

5. La Conférence anglo-irlandaise est un organisme consultatif mis en place par les termes de l'accord.

6. Les Chemises bleues furent une milice qui existait durant les années 1930 sur le modèle des mouvements fascistes européens de l'époque. Liées aux forces politiques en Irlande du Sud les plus soumises à l'impérialisme britannique, dont le Fine Gael est le successeur, les Chemises bleues étaient utilisées surtout contre le mouvement républicain.



Manifestation de protestation contre les blocks H. (DR)

de « partage du pouvoir » était renversé en mai 1974, après seulement cinq mois d'existence, par la grève générale des protestants organisée par le Conseil des travailleurs de l'Ulster (UWC), organisation réactionnaire de défense des privilèges de la classe ouvrière protestante.

« DÉVOLUTION » ET « PARTAGE DU POUVOIR »

La référence à la dévolution dans l'accord de Hillsborough découle de la volonté des Britanniques de mettre fin au système d'« administration directe » mis en place en 1972, après que la montée du mouvement de masse pour les droits civiques ait contraint le gouvernement de Londres à suspendre le Parlement unioniste à Stormont. Sous le système d'administration directe, un ministre britannique, membre du cabinet, détient la responsabilité finale pour les Six Comtés. Ce poste colonial a été décrit par un des prédécesseurs de Tom King, le conservateur James Prior, comme étant « la poubelle de la vie politique britannique ».

Après la fin du mouvement des grèves de la faim en 1981, Prior lui-même a fouillé dans la poubelle pour retrouver Stormont, sous la forme d'un projet appelé « dévolution rampante ». Les unionistes et surtout le pasteur Paisley y ont coopéré avec enthousiasme. Mais le SDLP n'était pas capable de jouer son rôle désigné de collaborateur. En effet, le Sinn Féin, abandonnant sa politique antérieure de non participation, décida de contester les élections d'octobre 1982 pour la nouvelle assemblée de la province, mais autour du mot d'ordre de « boycott du Stormont », obligeant ainsi le SDLP à l'imiter. Le Sinn Féin a obtenu un score respectable et la nouvelle assemblée est restée un parlement croupion pour l'expression des nombreuses dissensions parmi les forces unionistes.

Sans la collaboration du SDLP, les Britanniques avaient peur d'accorder des vrais pouvoirs à cette assemblée composée uniquement de représentants unionistes. Une initiative irréfléchie dans ce sens aurait pu renforcer le soutien électoral au Sinn Féin et aurait eu des répercussions au Sud. Du point de vue du gouvernement britannique, l'accord de Hillsborough représente une manœuvre pour contourner l'obstacle qu'est le mouvement républicain. Pour l'instant, le bilan est plutôt positif pour lui. Aussi bien FitzGerald que le SDLP ont appelé à négocier avec les unionistes. Si maintenant le gouvernement britannique décide de faire une concession unilatérale à ces derniers sur la question de la dévolution, le gouvernement de Dublin et le SDLP vont connaître de sérieuses difficultés. Dans ce contexte, ces nationalistes à la Quisling (7) ne peuvent abandonner la collaboration institutionnelle sans perdre du terrain vis-à-vis des forces de résistance anti-impérialistes.

Après un tel catalogue de capitulations, on pourrait se demander ce que les collaborateurs ont reçu en échange. La réponse en est : « rien ». Il a vaguement été question d'abroger la loi sur les drapeaux et les enseignes, laquelle interdit d'arborer le drapeau irlandais dans les Six Comtés. On a également proposé de légaliser l'affichage en gaélique des noms de rue. La réalité est que ces droits ont déjà été arrachés dans la pratique par les habitants des quartiers nationalistes.

Avant la signature de l'accord, quelques autres carottes ont été offertes, comme par exemple la révision de certains des procès montés contre des Irlandais en Grande-Bretagne dans les années 1970. Deux cas notoires sont ceux des « six de Birmingham » et de la famille Maguire. Dans aucun de ces cas, les Irlandais en question n'avaient de lien avec le mouvement républicain. Les Maguire étaient

des partisans du Parti conservateur ! Pour cette raison, certaines personnalités de l'establishment britannique, après que ces gens aient passé plus de dix ans en prison dans d'épouvantables conditions, estiment que l'on pourrait casser ces condamnations. Personne, bien sûr, ne songe à remettre en question les procès plus nombreux montés contre des militants républicains. Cependant, il n'y a eu pour l'instant aucune initiative concrète à ce sujet. Il est fort possible que la révision de ces condamnations soit bloquée d'un côté par crainte d'une réaction violente de la part des paranoïaques unionistes hostiles à l'accord de Hillsborough et de l'autre par la peur que toute remise en question des procès, même des plus évidemment truqués, n'ouvre une boîte de Pandore dans le monde judiciaire britannique.

LE MONSTRE DE FRANKENSTEIN

On pourrait s'étonner, étant donné la nature de l'accord, du fait que les protestants aient réagi avec autant d'hostilité à un accord qui leur donne tellement d'avantages. En effet, la question vaut la peine d'être posée.

Regardons d'abord la réaction unioniste. Le 23 novembre, plus de 100 000 personnes (ce qui représente environ 10 % de la population protestante d'Irlande du Nord) se sont rassemblées à Belfast devant une tribune où se trouvaient 14 des 15 députés unionistes qui ont tous démissionné afin de forcer à des élections partielles qui prendraient des allures de référendum au sujet de l'accord. Pour sa part, le pasteur Ian Paisley a fait des déclarations comme quoi le rôle accordé à Dublin « dans le contrôle commun des affaires d'Ulster équivaut à placer Adolf Hitler au cabinet israélien » (8).

En outre, des élus unionistes ont agressé physiquement Tom King à l'intérieur et à l'extérieur de l'Hôtel de Ville de Belfast. Toutes les municipalités dirigées par les unionistes boycottent les représentants du gouvernement britannique.

Le gouffre entre ces monstres à la Frankenstein et leurs propres créateurs est tellement béant que l'adjoint de King, Nicholas Scott, a menacé de suspendre l'Assemblée de Stormont. Un regroupement unioniste modéré, le Parti de l'Alliance, accuse les ultras protestants de préparer une déclaration unilatérale d'indépendance de la province, à la manière de Ian Smith en Rhodésie en 1965. La gaffe faite par King proclamant à Bruxelles qu'il n'y aurait « jamais d'Irlande unie » est un exemple des tentatives britanniques d'apaiser le monstre unioniste. Un autre exemple est celui d'un mémorandum interne du chef constable de la RUC,

7. C'est-à-dire, à la manière de Vidkun Quisling (1887-1945), chef d'un gouvernement norvégien pendant la Deuxième Guerre mondiale qui fut formellement indépendant mais en réalité le simple instrument des forces allemandes d'occupation.

8. Irish Times, 3 décembre 1985.

Jack Hermon, quant à la déclaration faite par FitzGerald qu'à l'avenir des policiers allaient participer aux patrouilles effectuées dans les quartiers catholiques par le Régiment de défense de l'Ulster (UDR).

Il pourrait sembler assez bizarre que FitzGerald puisse considérer cette participation de la RUC aux patrouilles comme une « réforme ». Il est vrai que l'UDR, régiment de l'armée britannique composé pour l'essentiel de protestants, détient un effroyable record d'attaques contre la population catholique. Mais la RUC, qui recrute d'ailleurs dans le même milieu que l'UDR, a fait ses propres preuves en matière de répression meurtrière avec, par exemple, l'assassinat de sang-froid à Armagh de deux militants républicains non armés ; l'officier responsable de ce crime fut plus tard acquitté du meurtre, le juge lui faisant compliment de son « adresse au tir ».

Le mémorandum Hermon fut présenté au cours d'une conférence de presse tenue par le DUP de Ian Paisley le 4 décembre. Faisant preuve de leurs hallucinantes capacités à mépriser raison et logique, les partisans du pasteur ont caractérisé ce bourreau de « collaborateur » et de « laquais à la solde des establishments de Dublin et de Londres » (9). Cet incident, parmi beaucoup d'autres montre la futilité d'essayer de se concilier les bigots unionistes.

La grève de mai 1974, que nous avons évoquée plus haut, met en lumière quelque chose de fondamental dans la vie politique nord-irlandaise, à savoir que tous les unionistes, indépendamment des différenciations de classe, sont unis pour défendre les privilèges de caste de la communauté protestante et sa domination sur la population catholique. Le taux de chômage très élevé et la pauvreté régnante chez les catholiques maintiennent la population protestante dans sa conviction qu'au royaume des aveugles, les borgnes sont rois. Il y a là un parallèle frappant avec l'attitude des travailleurs blancs envers les Noirs en Afrique du Sud ou encore avec celle des juifs pauvres en Israël vis-à-vis des Palestiniens.

Les unionistes voient dans tout rôle accordé au gouvernement de Dublin ou au SDLP dans les affaires de l'Etat du Nord une menace pour la domination protestante. D'ailleurs, ils sont furieux d'avoir été exclus des pourparlers secrets entre Londres et Dublin, qui ont duré toute l'année précédente la conclusion de l'accord. Ils avaient vu la politique de dévolution rampante de Prior comme le chemin le plus court vers la restauration des pouvoirs du Parlement de Stormont et ils se mettent en colère parce qu'il y a des retards et des manœuvres sur ce chemin. En plus, ils doivent maintenant supporter la présence de 59 représentants du Sinn Fein dans les conseils locaux.

Les divergences tactiques au sein du bloc unioniste demeurent. Paisley met l'accent sur la dévolution, alors que le Parti unioniste officiel (OUP) de James Molyneux a récemment commencé à souligner la nécessité d'une « intégration



totale » dans le Royaume-Uni. Ces divergences ont conduit à des chamailleries permanentes à l'Assemblée. Mais la montée en puissance de leur ennemi commun, le Sinn Fein, a relégué à l'arrière-plan leurs désaccords.

LES TACHES DES ANTI-IMPÉRIALISTES

Il est clair que les unionistes espèrent pouvoir répéter le coup de 1974. Qu'ils y arrivent ou non, il ne fait pas de doute qu'ils ont déjà réussi à déplacer à droite le centre de gravité de la vie politique nord-irlandaise. Dans cette situation, la réponse des anti-impérialistes à la campagne des unionistes pour les élections partielles est d'une importance décisive. Plus généralement se pose le problème de l'élaboration d'une stratégie anti-impérialiste à long terme pour le Sud.

Des quinze circonscriptions où il y aura des élections partielles le 23 janvier, quatre ont potentiellement des majorités nationalistes. Le Sinn Fein a déclaré son intention de contester les élections par-

tielles et a proposé un « pacte nationaliste » au SDLP. Mais l'unité nationaliste a été d'emblée rejetée par le SDLP. Le dirigeant de ce parti, John Hume, souligne qu'alors que le SDLP soutient l'accord de Hillsborough, le Sinn Fein lui est opposé.

Il n'est pas en soi erroné de proposer un pacte au SDLP. Mais il est important que cela soit fait dans un cadre dont la clarté favorise une mobilisation des masses contre l'accord. Cela veut dire prendre à bras-le-corps le problème de la direction du SDLP qui s'est engagée à soutenir cet accord. Le Sinn Fein pourrait proposer une orientation commune au cours des élections — y compris avec des secteurs du SDLP — en faisant des propositions pour une plate-forme d'unité centrée sur les questions des droits démocratiques et de l'opposition à l'impérialisme, exigeant par exemple :

- le retrait immédiat des troupes britanniques ;
- la dissolution de l'UDR et de la RUC ;
- une amnistie pour les prisonniers politiques ;
- l'abolition des tribunaux Diplock (tribunaux spéciaux sans jurés pour juger des accusés politiques).

People's Democracy est d'avis qu'il faut mettre de telles conditions aux négociations avec le SDLP ou avec d'autres forces nationalistes. Par ailleurs, PD met actuellement en avant l'idée d'une « Charte de la liberté » pour l'unification de l'Irlande, laquelle devrait être le fruit d'une discussion entre les forces anti-impérialistes. Le mouvement de libération nationale a besoin d'une stratégie nouvelle pour affronter la nouvelle offensive de l'impérialisme britannique et de ses collaborateurs irlandais. ■

John MEEHAN,
Dublin, le 20 décembre 1985.

9. Irish Times, 4 décembre 1985.

Quatrième Internationale



XII^e
CONGRES MONDIAL
de la
QUATRIEME
INTERNATIONALE

janvier 1985

Numéro spécial 17/18 septembre 1985

— SOMMAIRE —

Note introductive	p. 5
Thèses sur la situation internationale	p. 6
L'étape actuelle de la construction de l'Internationale	p. 27
Révolution politique et contre-révolution en Pologne	p. 50
Démocratie socialiste et dictature du prolétariat	p. 74

Ce numéro spécial de la revue *Quatrième Internationale* contient tous les textes adoptés par le 12^{ème} congrès de la IV^{ème} Internationale en janvier 1985.

111 p., 55 francs port compris. Envoyez vos commandes à *Quatrième Internationale*, 2 rue Richard-Le-noir, 93108 Montreuil, France (chèques bancaires et postaux à l'ordre de PEC).

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

TUNISIE

Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IV Internationale

L'offensive du gouvernement de Habib Bourguiba contre la centrale syndicale UGTT en Tunisie a été analysée dans un article publié dans Inprecor numéro 209 du 16 décembre 1985.

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du Bureau de Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, qui appelle le mouvement ouvrier et démocratique à la solidarité avec les travailleurs et le peuple tunisiens.

Depuis l'adoption de ce texte, Habib Achour, qui a été remplacé le 5 décembre dernier par Saddok Allouche à la tête de l'UGTT, a été condamné à un an de prison ferme et incarcéré à Sfax dans le sud tunisien pour une affaire remontant à 1982.

A la fin du mois d'octobre dernier, le gouvernement tunisien a lancé une offensive de grande envergure contre le mouvement ouvrier, représenté par son organisation syndicale hégémonique, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Après plusieurs mois d'escalade répressive, le gouvernement a fait occuper par sa police et par la milice du parti au pouvoir les locaux de l'UGTT dans la plupart des villes du pays, y compris la capitale. Des dizaines de cadres syndicaux ont été arrêtés. Le secrétaire général de l'UGTT, Habib Achour, a été placé en « détention administrative ».

Des secteurs du prolétariat, notamment dans le Sud, ont vaillamment résisté à l'offensive du pouvoir, en déclenchant une série de grèves générales et en organisant la défense des locaux des syndicats. Ils sont malheureusement restés isolés, la riposte ayant été faible dans le reste du pays. La solidarité internationale a été, par ailleurs, négligeable.

C'est pourquoi le gouvernement, après avoir lancé son offensive, a pu manœuvrer avec la majorité de la bureaucratie syndicale, afin de lui faire accepter ses interventions répressives dans la vie interne du syndicat. Habib Achour, tout en étant en « détention administrative », a été maintenu à la direction de l'UGTT, mais il a été remplacé au poste de secrétaire général. L'autonomie de l'UGTT a été bafouée et le pouvoir en profitera pour appliquer davantage les projets qui lui sont dictés par le Fonds monétaire international (FMI) et l'impérialisme.

La situation n'est pourtant pas stabilisée. Les travailleurs gardent un potentiel

de combativité dont la bureaucratie syndicale doit, d'ailleurs, tenir compte dans ses négociations avec le régime. Ils ont besoin plus que jamais de la solidarité du mouvement ouvrier et démocratique international et en premier lieu des organisations syndicales.

La IVe Internationale en appelle aux organisations ouvrières, afin que cette solidarité soit mise en œuvre sans tarder. Il faut exiger la libération des syndicalistes détenus, l'évacuation de tous les locaux occupés par les forces de répression et la restauration complète de l'indépendance et des libertés du mouvement syndical. ■

Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, le 20 décembre 1985.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Un an après l'assassinat d'Eloi Machoro

En janvier 1985, deux militants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne (UC), l'une des composantes du FLNKS, et Marcel Nonnaro, étaient assassinés par les tireurs d'élite du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). A l'époque, l'argumentation officielle précisait que les gendarmes avaient commis une « bavure » en exécutant un ordre de « neutralisation » d'Eloi Machoro, émanant des services d'Edgard Pisani, alors haut-commissaire du gouvernement français sur le territoire. L'enquête judiciaire s'est peu à peu enlisée.

Inquiet du risque de voir l'enquête purement et simplement étouffée, comme l'a été celle sur l'assassinat, en septembre 1981, du précédent secrétaire général de l'UC, Pierre Declercq, dont les auteurs n'ont toujours pas été appréhendés ni condamnés, l'UC vient de décider de rendre publics quelques éléments du dossier de l'affaire Machoro. Nous reproduisons ci-après le communiqué diffusé par cette organisation le 9 décembre 1985 à Nouméa et qui a été publié dans l'hebdomadaire indépendantiste Bwenando du 12 décembre dernier. Ce communiqué éclaire d'un jour nouveau les responsabilités des gendarmes dans l'assassinat de Machoro et jette à bas la thèse officielle de la « bavure ».

Les autorités coloniales françaises sont accusées d'avoir sciemment décidé de couvrir les méfaits et les crimes de leur gendarmerie, à défaut peut-être de les avoir ordonnés de manière explicite. Le résultat est identique et met directement

en cause la continuité de la pratique coloniale sous le gouvernement de François Mitterrand.

Le 11 janvier 1985, Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne, ministre de la Sécurité du gouvernement provisoire de Kanaky, tombait, assassiné à Dogny par le GIGN.

L'Union calédonienne a tout d'abord laissé la famille se constituer partie civile, pour laisser à la justice le champ libre de mener ses investigations et éviter toute politisation hâtive de l'enquête judiciaire.

Près d'un an après, constatant que l'enquête ne semble plus tellement progresser et risque même d'être complètement étouffée, forte de l'expérience de l'affaire Pierre Declercq et pour éviter qu'une fois de plus la vérité sur l'assassinat d'un de ses secrétaires généraux soit définitivement masquée, l'Union calédonienne s'est constituée partie civile pour avoir accès au dossier et le faire avancer.

C'est ainsi que deux éléments fondamentaux sont apparus, qu'il n'a pas paru possible de conserver plus longtemps secrets :

— Le rapport d'expertise balistique rédigé par le professeur Ceccaldi. Il fait ressortir les faits suivants : l'arme employée était une FR F1, c'est-à-dire, d'après l'expert, une arme de guerre. De l'avis du professeur Ceccaldi, cette arme est impropre à un tir de neutralisation, car elle est dotée d'une lunette à grossissement insuffisant. La munition employée était une balle de 7,5 mm, également déclarée dans le rapport comme munition de guerre. Ce n'était pas une munition conçue (spécialement équilibrée) pour un tir de neutralisation. Le tir n'a pas été effectué sur un appui fixe, comme il est d'usage dans un tir de neutralisation. En effet, le tireur avait appuyé son arme sur l'épaule d'un collègue. Or, la déviation d'un millimètre du canon de l'arme entraîne, à 130 mètres (distance le séparant d'Eloi Machoro), une déviation de 26 cm (Eloi a été touché à 20 cm de l'épaule, en plein sternum). Le tireur devait tirer une cible qui, selon ses propres dires, « gesticulait sans cesse ». Or, il n'avait pas le libre choix du moment de tir. Celui-ci lui était imposé. Le risque était donc grand qu'entre le moment où l'ordre était donné et celui de l'impact de la balle, la cible bouge.

Voilà quatre éléments fondamentaux qui ne permettent plus de croire que le tir était simplement destiné à neutraliser Eloi Machoro. Aucune des précautions ordinaires en usage dans pareille circonstance n'avait été prise. En fait, cette mise en scène n'avait qu'un seul but : masquer l'assassinat d'Eloi Machoro.

— Par ailleurs, force est de constater au-

jourd'hui, qu'il n'y a aucune trace de demande d'autorisation de tir de la part du GIGN ; qu'il n'y a aucune trace comme quoi l'ordre d'un tir aurait été donné par l'autorité supérieure.

Dès lors se pose la question de la responsabilité de cet assassinat. Il apparaît maintenant que l'ordre, et donc la responsabilité, ont été décidés sur place. Et tout porte à croire que sur la pression des forces coloniales locales, le GIGN et la Gendarmerie ont froidement décidé d'assassiner Eloi Machoro, peut-être aussi pour se venger de l'affront qu'il leur avait fait en capturant des unités de Gendarmerie à Thio, quelques semaines auparavant.

L'Union calédonienne déclare qu'elle ne peut admettre qu'une fois de plus la vérité sur l'assassinat d'un de ses secrétaires généraux soit étouffée. Elle exige que les responsables de cet assassinat soient inculpés et traduits devant les tribunaux. ■

ETAT ESPAGNOL

On meurt toujours dans les prisons au Pays Basque

La mystérieuse réapparition du corps de Mikel Zabalza, trois semaines après son arrestation par la police, dans la rivière de la Bidassoa près de San Sebastian à la mi-décembre 1985, n'a pas seulement provoqué des manifestations de protestation au pays basque face à cette nouvelle preuve que les méthodes de la police espagnole n'ont pas changé depuis la chute de la dictature franquiste. Cela a aussi attiré l'attention internationale sur la « sale guerre » que les forces répressives de l'Etat espagnol mènent contre les nationalistes basques. « La Garde civile espagnole torture-t-elle toujours ses prisonniers pour arracher leurs confessions ? » se demande l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* dans son numéro du 6 janvier 1986, qui rapporte par ailleurs les propos de la sœur du supplicié, Arantza, qui déclara : « Ils ont battu notre Mikel à mort et ont ensuite jeté son corps dans la rivière ».

Mikel Zabalza avait été arrêté le 26 novembre 1985 sous l'accusation d'appartenance à l'organisation nationaliste basque, ETA. Il a été vu attaché et encapuchonné dans les locaux de la Garde civile de San Sebastian. Des témoins l'ont vu, d'après *Der Spiegel*, transporté, attaché sur un brancard et ont entendu des cris. La thèse officielle reprend celle de la police qui prétend que leur prisonnier se serait échappé, les menottes aux mains, lors d'une opération de reconnaissance d'une cache d'armes de l'ETA que celui-ci leur aurait dévoilé près de la frontière française et dans une zone à l'aplomb de la rivière où son corps a été retrouvé.

Le mouvement nationaliste basque, les militants révolutionnaires comme tous les démocrates sont pour leur part persuadés du fait que la pratique des tortures

a connu une escalade supplémentaire avec la mort de Zabalza dans les mains de la police. D'ailleurs *Der Spiegel* cite, quant à lui, le cas d'un autre prisonnier politique, Joseba Arregui, qui « n'a pas survécu aux huit jours d'interrogatoire dans le quartier général de la police madrilène ».

Concernant la mort de Zabalza, *Zutik*, l'organe de la Liga Komunista Iraultzailea (LKI), la branche de la section de la IVe Internationale au pays basque, note dans son numéro du 21 décembre dernier : « Mikel est mort parce que les gardiens de la "démocratie" sont les mêmes que ceux qui ont défendu la dictature franquiste. C'est un crime d'Etat comme pour Joseba Arregui. Mikel est mort parce que la loi antiterroriste permet à la Garde civile d'agir en toute impunité, parce que cette loi du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) encourage la torture. La responsabilité de ce crime incombe au gouvernement et à la majorité parlementaire socialiste qui ont imposé une législation pour réprimer la liberté. En se basant sur les lois du PSOE, les gouverneurs civils ont interdit ces derniers jours que le peuple basque exige que la lumière soit faite et que les responsabilités soient établies. Couverts par les gouverneurs civils socialistes, la police a réprimé sauvagement tous ceux qui ont essayé de faire entendre ces exigences. Tout cela est cohérent : un Etat soutenu par les forces de répression de l'ancien régime politique, une législation destinée à préserver l'existence de cet Etat, la nécessité de faire taire ceux qui réclament que cesse la torture et la répression, et qu'il soit mis fin à l'asservissement de la liberté d'Euskadi ».

Le 18 décembre, une grève générale a été organisée dans les quatre provinces du pays basque. Des manifestations ont été organisées à San Sebastian et Pampelune respectivement les 21 et 22 décembre 1985. Le 17 décembre, les marcheurs pacifistes de Madrid ont observé une minute de silence en mémoire de Zabalza et à Saragosse le mot d'ordre suivant a été repris : « Nous ne sommes pas tous là, il manque Zabalza ». A Barcelone, les manifestants ont dénoncé la loi antiterroriste du gouvernement du PSOE ainsi que les méfaits de la Garde civile. ■

BELGIQUE

Le ministre de la justice s'en prend au POS

Le 16 décembre 1985, quatre personnes supposées être membres des Cellules communistes combattantes (CCC), une organisation responsable de plusieurs attentats à l'explosif en Belgique, étaient arrêtées par la police belge à Namur. Pendant que le ministre de la Justice, Jean Gol, principal responsable de la sécurité, s'extasiait devant les résultats de la police, ses hommes de main perquisitionnaient avec effraction un local de la branche bru-

xelloise du Parti ouvrier socialiste (POS), la section belge de la IVe Internationale. A cinq heures du matin, le 17 décembre, des policiers en civil et en uniforme ont pénétré dans l'immeuble où se trouve ce local. Après avoir fracturé les portes et tout mis sens dessus-dessous, les policiers ont emporté une machine à écrire. Le POS n'occupe pas tout l'immeuble perquisitionné. Les autres locataires ont donc aussi été visités et leurs appartements fouillés. Une vieille dame hospitalisée aura la désagréable surprise de retrouver, à son retour, son appartement ravagé et sa porte d'entrée défoncée par les forces de l'ordre ».

Cette action répressive, qui n'a pas visé le local central du POS à Bruxelles, rappelle néanmoins la fameuse opération Mammouth, déclenchée après le second attentat des CCC et qui avait vu les forces de la police opérer des perquisitions dans les locaux de plus de cent comités et associations diverses de gauche.

A l'issue de la perquisition du 17 décembre, le POS a publié des communiqués de protestation, qui ont été largement diffusés dans les médias, presse et télévision. Nous reproduisons ci-après l'éditorial concernant cette affaire, publié dans la Gauche, hebdomadaire du POS, du 20 décembre dernier.

Premier résultat de la chasse antiterroriste : Carette et sa bande viennent de se faire coffrer dans le GB-Quick de Namur. Ce ne sont pas les paracommandos ni les chars qui ont pris les CCC. C'est par un coup bien monté de la police judiciaire que l'énigmatique organisation est tombée dans le filet. On perçoit bien aujourd'hui comment Gol a réussi à exploiter la psychose, qu'il a lui-même amplifiée, afin de marcher vers le renforcement de l'Etat au détriment de nos libertés démocratiques.

Car déjà, Gol avance ses pions. Il élargit le cercle de la répression. Alors que la réussite de l'arrestation de Carette démontre exactement où se situe le terrorisme des CCC, Gol frappe ailleurs, comme lors de l'opération Mammouth : en direction de la gauche du mouvement ouvrier. Notre Parti, le POS, a vu les locaux de sa section de Bruxelles dévastés, des papiers et des équipements volés, sans qu'aucun militant ou dirigeant de notre Parti n'ait jamais reçu la moindre notification de paraître devant la police, sans que, depuis 14 mois, la moindre preuve de la moindre connivence de notre Parti avec le terrorisme ait pu être apportée. Et pour cause !

Car, malgré l'amalgame sur « l'extrême gauche », sur « les violents », ... le POS n'a rien à voir avec le terrorisme. Le POS n'est pas « criminel ».

Notre Parti est, certes, un ennemi irréconciliable de la société capitaliste, société d'exploitation et d'oppression, société qui engendre la misère, le chômage, la guerre, la violence, le banditisme, et ... le terrorisme. Oui, nous sommes des marxistes. Mais notre voie est celle de la lutte, de l'organisation et de la conscientisation des travailleurs et des travailleuses, des femmes et des jeunes. Nous som-

mes un Parti qui lutte à visage découvert. Nous voulons gagner la majorité de la classe ouvrière par un combat d'idées. Nous parlons régulièrement à la population laborieuse, par nos journaux, nos tracts, nos brochures, nos meetings. Depuis 1977, le POS a participé à toutes les élections, parlementaires, communales, provinciales, européennes.

Nos militants ne se cachent pas. Ils ne fabriquent pas de bombes. Ce sont des hommes et des femmes parmi les hommes et les femmes, connus par des milliers de personnes. Ils ont des responsabilités dans les syndicats, dans le mouvement des femmes, dans la jeunesse, dans le mouvement pour la paix, dans la lutte contre l'apartheid, pour la défense du Nicaragua libre et socialiste (contre le terrorisme d'Etat de Reagan).

Dès que la première bombe « CCC » a été placée, il y a 14 mois, nous nous attendions à ce que Gol et sa bande frappent notre Parti. Parce que nous savions par l'expérience étrangère — comme Gol lui-même —, que le terrorisme, dont l'origine et la pratique sont extrêmement douteuses, est toujours utilisé pour s'attaquer à la gauche anticapitaliste du mouvement ouvrier. Comme les paracommandos et les blindés dans nos villes aujourd'hui ne visent pas les terroristes, mais les luttes sociales que les travailleurs mèneront demain contre ce gouvernement de malheur. Et là, oui, notre Parti sera présent, avec les travailleurs.

COLOMBIE

Assassinat d'un militant socialiste révolutionnaire

La violence de la classe dirigeante et de ses bandes armées en tout genre contre les masses laborieuses, leurs luttes, leurs organisations indépendantes et leurs dirigeants, est une donnée fondamentale de la vie politique en Colombie. S'il fallait s'en convaincre une nouvelle fois, il suffit d'examiner la manière dont le gouvernement de Belisario Betancour a fait donner l'assaut au Palais de Justice de Bogota le 8 novembre 1985, lors de son occupation par un commando du mouvement de guérilla M 19. Cette opération militaire d'envergure a fait 95 victimes.

Moins spectaculaire peut-être, mais tout aussi tragiquement coûteuse pour le mouvement ouvrier et populaire, est la pratique des assassinats de dirigeants politiques et de militants actifs. Un article paru dans le *Monde diplomatique* du mois de janvier 1986 note à ce propos : « Ces temps derniers, il semble qu'un plan d'élimination des dirigeants de l'opposition, progressistes ou révolutionnaires, soit en marche. Sont récemment tombés : Hernan Dionisio Calderon, responsable communiste du département du Valle ; Cesar Florez, dirigeant socialiste ; Ricardo Lara Parada, fondateur de l'Armée de libération nationale et animateur du Front élargi du Magdalena Medio ; Oscar

William Calvo, de l'Armée populaire de libération et membre de la Commission de paix ; Ruben Castano, membre du comité central du Parti communiste, et Hernando Yate, dirigeant de l'Union patriotique ».

C'est ainsi qu'a été assassiné le 29 octobre dernier à Riohacha dans la région de Guajira à l'extrême Nord du pays, le militant socialiste révolutionnaire Cesar Florez Gonzalez. Connu pour son activité militante en défense des déshérités des quartiers populaires dans cette région, Cesar Florez, qui étudia le droit à l'université de Cartagene, commença son engagement militant dans le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), la section colombienne de la IVe Internationale. Il y occupa des responsabilités nationales.

Au moment de son assassinat, Cesar Florez avait quitté cette organisation avec un autre groupe de militants pour former un Parti socialiste. *Combate socialista*, organe du PSR, rend hommage dans son numéro de novembre 1985 à celui qui n'a jamais cessé d'être un militant socialiste révolutionnaire, en écrivant notamment que « depuis son intégration au PSR, il fut toujours pris comme exemple du type de cadres dont a besoin tout parti qui se déclare révolutionnaire ». C'est d'ailleurs ce qui lui a valu la haine des détenteurs du pouvoir économique et politique notamment pour son soutien aux occupations de terres. Cela lui coûta à plusieurs reprises la prison, de nombreuses pressions et des menaces de mort. C'est ce qui lui a valu aussi l'estime du mouvement ouvrier et populaire local.

Après avoir réclamé que justice soit faite sur cet assassinat, *Combate socialista*, conclut par un dernier hommage à la mémoire du militant disparu, considéré comme « un révolutionnaire d'action qui développe l'action des masses » en écrivant : « Camarade Cesar Florez, nous ne t'oublierons pas. Tu resteras toujours un exemple pour la jeunesse révolutionnaire, pour les militants du PSR et pour les générations à venir de socialistes révolutionnaires ».

CUBA

Rencontre d'intellectuels latino-américains

Du 29 novembre au 3 décembre 1985 a eu lieu à la Havane la Deuxième rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples d'Amérique latine, à laquelle ont participé plus de 300 délégués. Le discours d'ouverture a été prononcé par le prêtre catholique brésilien Betto, auteur du livre *Fidel y la religion*, dont 45 000 exemplaires avaient été vendus à la Havane en trois jours. Betto a indiqué qu'il était nécessaire de renforcer l'alliance entre chrétiens et marxiste, qui constitue selon lui l'alliance fondamentale pour le succès d'une révolution sociale en Amérique latine.

Par la suite, Gabriel Garcia Marquez, l'écrivain colombien bien connu et prix Nobel de littérature, a regretté qu'à l'occasion de précédents congrès de même nature, les discussions n'aient pas eu d'implications pratiques. Selon lui, ces rencontres auraient dû adopter des résolutions « pratiques et assurer une continuité de travail ». Pour sa part, le ministre cubain de la culture, Armando Hart, a souligné que la rencontre de la Havane démontrait que la révolution cubaine était ouverte à tous les courants de pensée révolutionnaires et progressistes aussi bien qu'à ceux de l'art et de la science.

Les travaux de cette rencontre se sont développés en trois commissions. La première a débattu du thème « culture, démocratie, souveraineté et paix dans notre Amérique », la seconde a abordé le problème de « la science et de l'art comme facteurs du développement culturel en Amérique latine et dans la Caraïbe », et la troisième commission s'est intéressée à « la domination sur l'information et à ses conséquences pour la souveraineté de nos peuples ». La presse quotidienne cubaine a publié d'amples comptes rendus des débats.

Luis Vitale, historien chilien et militant de la IVe Internationale présent à cette rencontre, a proposé au cours des travaux de la première commission que soit élaborée, avant le 26 juillet 1986 (date anniversaire de l'attaque de la caserne de la Moncada en 1953), une histoire de la dette extérieure latino-américaine. Il a en même temps établi une liste détaillée de tous ceux qui devraient collaborer à une telle initiative. Cette proposition a été adoptée à la majorité des participants de ladite commission, et à l'unanimité lors d'une réunion plénière de la rencontre.

YUGOSLAVIE

Nouvelle victoire pour les accusés de Belgrade

Le 7 janvier, le tribunal de Belgrade a informé Vladimir Mijanovic et Gordon Jovanovic, deux des six accusés dans le « procès de Belgrade », que toutes les charges contre eux avaient été annulées et que leur procès était définitivement clos. Cette décision représente une victoire supplémentaire de la campagne pour la libération des « six de Belgrade », campagne qui marquait des points depuis un an. A l'origine de cette affaire, en août 1984, Mijanovic et Jovanovic, avec leurs co-accusés Pavlo Imsirovic, Dragomir Olujic, Milan Nikolic et Miodrag Milic, avaient été inculpés de « création d'association contre-révolutionnaire » et de « tentative de renversement du système social », pour avoir organisé des « universités libres » (voir *Inprecor* numéro 181 du 8 octobre 1984). Leur procès, qui commençait en novembre 1984, fut précédé et ac-

compagné par une large campagne de solidarité, en Yougoslavie et au plan international, notamment sous l'impulsion de la gauche occidentale. Le premier succès de cette campagne fut la libération sous caution des accusés. Ces derniers risquaient néanmoins des peines d'un maximum de 15 ans de prison. Mais, depuis, la pression de l'opinion publique n'a cessé de peser sur les secteurs les plus durs de la direction du parti et de l'Etat yougoslaves.

Le procès débuta en novembre 1984. En janvier 1985, l'inculpation contre Imširovic fut levée et il n'y eut pas de procès contre lui. Parallèlement, le procès contre Mijanovic et Jovanovic fut interrompu. Quant aux trois autres accusés, ils furent reconnus coupables d'un délit moins grave, celui de « *propagande hostile* ». Suite à un procès en appel, Olujic fut acquitté et les deux autres accusés ont eu leurs peines réduites en août 1985. En plus ils ont obtenu tous deux des délais, de trois mois pour Nikolic et indéterminé pour Milic, avant de devoir commencer à purger leurs peines (voir *Inprecor* numéro 205 du 21 octobre 1985). Or, le délai de Nikolic, qui expirait à fin décembre 1985, vient d'être renouvelé pour trois mois.

Cela montre à quel point les autorités yougoslaves se sentent gênées par l'ampleur de l'opposition à ce procès, qui les a contraints à des reculs successifs. C'est donc précisément en ce moment qu'il faut intensifier la pression, en Yougoslavie et dans d'autres pays, pour que les accusations contre Milic et Nikolic soient définitivement levées. Il faut également

exiger la libération de Vojislav Seselj, qui purge une peine de deux ans de prison infligée dans un procès parallèle (voir *Inprecor* numéro 205).

Au travers du procès des « six de Belgrade », c'est toute la pratique des poursuites judiciaires contre des personnes pour leurs activités politiques qui est mise en cause. Concentrée autour du procès de Belgrade, cette question constitue l'un des enjeux de la bataille entre une aile libérale de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY) et les partisans d'une politique plus répressive contre des courants de pensée indépendants.

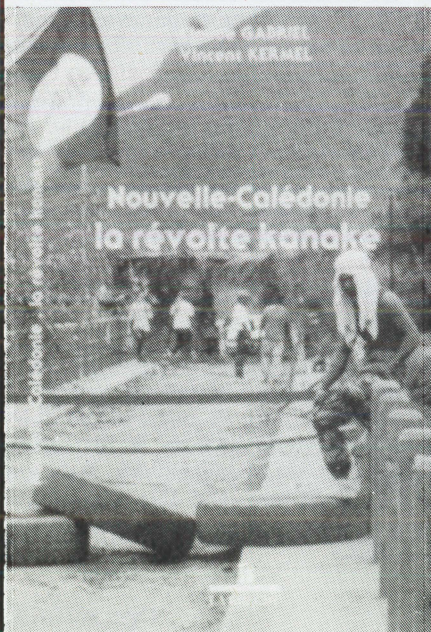
Ce débat ne se limite pourtant pas aux cercles dirigeants du parti et de l'Etat, mais engage des secteurs de la population d'une façon difficile à imaginer dans la plupart des autres pays d'Europe de l'Est. Des milliers de citoyens yougoslaves ont signé des pétitions contre le procès de Belgrade, et, par exemple, à Ljubljana, capitale de la république de Slovénie, des jeunes se promènent dans la rue avec des badges portant le chiffre « 133 » barré d'un trait rouge. Cela fait partie d'une campagne contre l'article 133 de la

Constitution yougoslave, l'un de ceux qui permettent des poursuites contre des citoyens pour délit d'opinion. Interviewé par le journal *International Herald Tribune* du 11 décembre 1985, Miha Kovac, rédacteur en chef de l'hebdomadaire de la jeunesse slovène de la LCY, *Mladina*, arborait l'un de ces badges.

Il est vrai qu'il existe en Slovénie un climat plus propice à de telles expressions publiques des opinions politiques, mais les mêmes idées sont exprimées de façon plus discrète ailleurs. Ces attitudes parmi la jeunesse, liées à un début de remobilisation de la classe ouvrière yougoslave (voir article de Michèle Lee dans *Inprecor* numéro 205) montre que ce qui s'est passé avec le procès de Belgrade n'est pas un accident et que les forces existent pour combattre les tendances les plus bureaucratiques dans le parti et l'Etat yougoslaves. ■

Envoyez des messages de protestation à l'Ambassade de Yougoslavie, 54, rue de la Faisanderie, 75016 Paris, et à la Présidence de Yougoslavie, Bulevar Lenjina 2, Belgrade, Yougoslavie.

TOUJOURS DISPONIBLE



Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake, de Claude Gabriel et Vincent Kermel (221 p, 70 francs, plus 10 francs de frais de port). Cet ouvrage est en vente à la librairie La Brèche, 9 rue de Tunis, 75011 Paris, ou peut être commandé aux éditions PEC, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

Vient de paraître :

Le numéro 19 de *Quatrième Internationale*, daté de décembre 1985, vient de paraître. Ce double numéro de 176 pages est vendu au prix unitaire de 40 FF.

Au sommaire :

Vingt ans de lutte pour la libération du peuple palestinien, *LCR israélienne* ;

Lutte palestinienne et révolution arabe, *A. Saïd et M. Machover* ;

Pour un avenir socialiste au Proche-Orient, *J. Habel et C. Rossi* ;

Le SWP australien et la IVE Internationale, *Doug Lorimer* ;

Anatomie d'une rupture, pourquoi le SWP australien a quitté la IVE Internationale, *Ernest Mandel* ;

Yougoslavie 1945-1985 : le bureaucrate, l'ouvrier, l'autogestion, *Catherine Verla* ;

Ni plan, ni loi de la valeur, sur la logique de l'accumulation et la crise économique en Pologne, *Cyril Smuga* ;

Révolution permanente et démocratie socialiste, *Michael Lowy*.

Pour toute commande ou abonnement :

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de PEC, à adresser à *Quatrième Internationale*, 2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à PEC, BNP, Agence Robespierre, 153, rue de Paris 93108 Montreuil, France, compte numéroté 2301 79/90.

Virements postaux à PEC, com-

pte chèque postal numéro 232242 T Paris.

Tarifs des abonnements : 1 an, quatre numéros :

France : ab. ordinaire : 100 FF ;

ab. de soutien : 200 FF.

Europe : ab. ordinaire : 100 FF ;

ab. de soutien : 200 FF.

Afrique du Nord et Moyen-Orient (par avion) ab. ordinaire : 170 FF ;

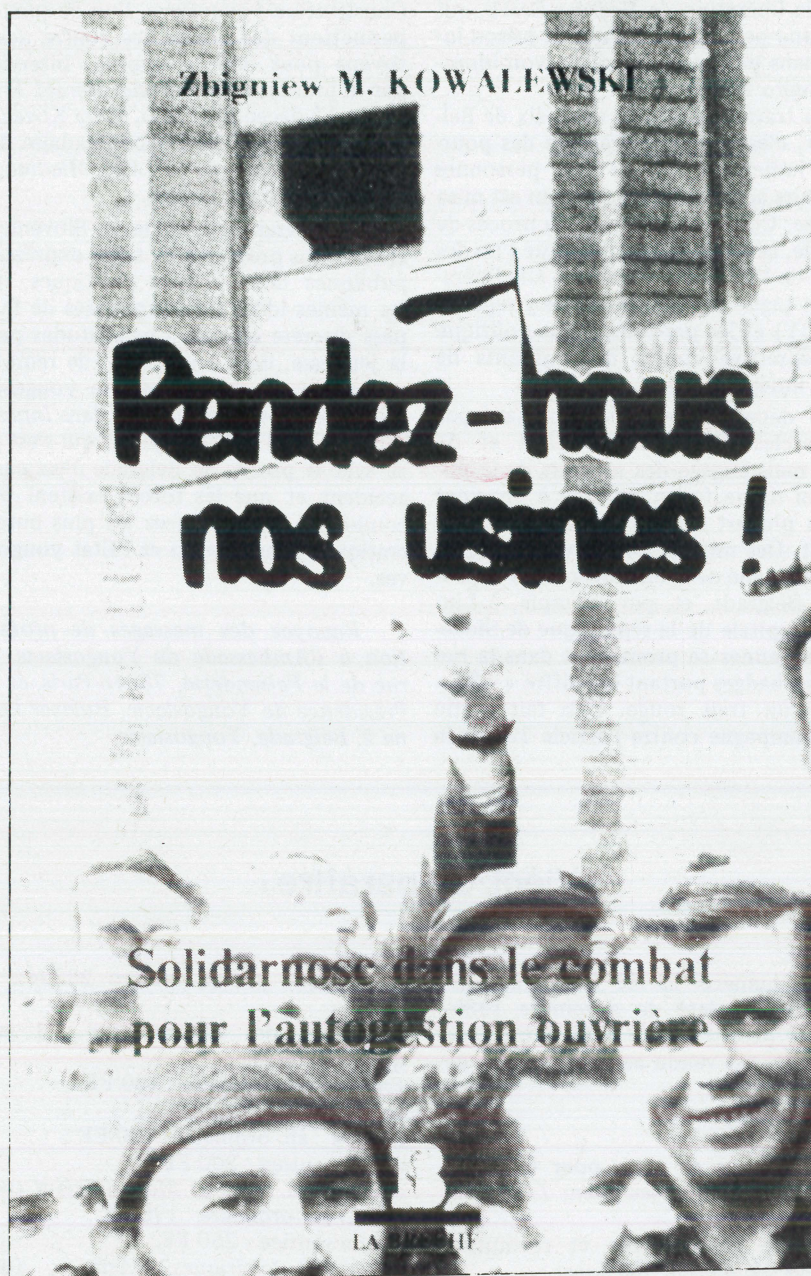
ab. de soutien : 250 FF.

Afrique, Amériques, Asie : (par avion) ab. ordinaire : 170 FF ;

ab. de soutien : 250 FF.

QUATRIÈME INTERNATIONALE





Un livre de Zbigniew Kowalewski

La révolution polonaise a sonné le glas de bien des illusions répandues au sein du mouvement ouvrier par les staliniens et autres « amis de l'URSS ». Au travers de leur combat, dix millions de travailleurs polonais ont remis à l'ordre du jour les débats concernant leur exploitation et la réalité de la socialisation des moyens de production dans les pays dits du socialisme réel. Ce combat a également posé concrètement les questions de stratégie et de tactique du mouvement ouvrier dans la lutte contre la bureaucratie.

La lutte des travailleurs polonais et de leur organisation Solidarnosc a permis de poser les jalons d'une stratégie de prise du pouvoir. Leur échec a ouvert à son tour le débat autour des moyens et de la possibilité d'une prise du pouvoir par les travailleurs dans ces pays, où ce dernier est justement exercé, depuis des décennies, en leur nom.

Le livre de Zbigniew Kowalewski (1) récemment publié par les éditions PEC, a l'immense mérite de poser ces questions et d'y apporter des éléments de réponse. L'auteur, qui fut l'un des dirigeants de Solidarnosc de la région de Lodz, annonce d'emblée la couleur : c'est dans le but « d'instaurer un véritable socialisme » qu'il faut poser ces questions et chercher à y répondre.

« De par son incapacité à saisir le phénomène d'exploitation après l'abolition de la propriété privée des moyens de production, le marxisme a failli en tant que théorie critique à l'Est », entend-on souvent dire en Pologne, et pas seulement en Pologne. C'est en prenant ce problème à bras le corps, en cherchant le chemin d'une analyse de l'exploitation du travail dans les sociétés post-capitalistes de l'Est, que Kowalewski, en s'inspirant de Marx, amorce sa réflexion. Il y décrit la tendance permanente à la surexploitation de la

classe ouvrière, ainsi que les phénomènes de « contrôle ouvrier négatif » inhérents au système; et propose une interprétation de cette contradiction.

Il aborde ensuite le problème de l'apparente contradiction entre la pratique socialiste de la classe ouvrière polonaise et l'idéologie, souvent confuse et parfois réactionnaire, qui dominait au sein du mouvement.

Il étudie enfin les difficultés que pose la prise du pouvoir par les travailleurs, ces difficultés qu'un autre dirigeant de Solidarnosc, Jozef Pinior, exprimait de manière concise en disant : « Le mouvement ouvrier du 19e siècle avait le marxisme, quant à nous, il nous manque une telle vision d'ensemble. »

« La révolution polonaise ne nous apprend pas comment prendre le pouvoir politique central, mais elle nous apprend comment construire les bases de cette prise du pouvoir », écrit Kowalewski. Ces « bases », c'est avant tout le développement du pouvoir ouvrier dans les usines qui les fournit. Au travers d'une analyse de l'apparition et du développement des conseils d'autogestion, de leur coordination régionale et nationale, l'auteur nous invite à un passionnant voyage à l'intérieur de la révolution polonaise. Il ressuscite pour nous l'expérience des luttes quotidiennes et des débats qui ont traversé Solidarnosc à propos de l'autogestion et retrace leur dynamique à plus long terme.

Les chapitres consacrés au contrôle social du ravitaillement — que Solidarnosc a fini par imposer à Lodz — et à la lutte pour l'autogestion ouvrière, alliant analyse et reportage, plongent le lecteur dans le cœur de la lutte des travailleurs de Pologne. De nombreux documents, inédits en français et reproduits en annexe, permettent de mieux suivre les avancées réalisées durant la montée révolutionnaire en Pologne dans l'élaboration d'une stratégie ouvrière. Sont traitées en particulier les questions de la « grève active » et des « chambres autogestionnaires », qui devaient constituer, aux yeux des dirigeants de Solidarnosc de Lodz, un moyen d'assurer l'hégémonie ouvrière dans le processus révolutionnaire et de constituer une base pour le pouvoir ouvrier.

Adversaire résolu de toutes les formes d'exploitation de la classe ouvrière, partisan déclaré du socialisme ouvrier et démocratique, c'est en marxiste que Zbigniew Kowalewski analyse la révolution polonaise et ses enseignements. Mais son livre est avant tout celui d'un militant qui a été confronté à la réalité du « socialisme réel ».

Cyril SMUGA,
le 7 janvier 1986.

1. Zbigniew M. Kowalewski, *Rendez-nous nos usines !, Solidarnosc dans le combat pour l'autogestion ouvrière*. Edité par les éditions PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil (collection la Brèche). Ce livre est en vente à la librairie la Brèche, 9 rue de Tunis, 75011 Paris. On peut également se procurer cet ouvrage au prix de 75 francs, plus 6,50 francs de frais de port, en s'adressant à la PEC.